

Le **Magazine**

DE LA MICROFINANCE

N° 37 - juillet à décembre 2020

Bulletin d'informations et d'analyses sur le secteur de la microfinance



AG 2020 du Consortium Alafia
Clément Yadonta élu Président



Lancement du microcrédit Alafia
Des innovations et avantages pour
le bonheur des bénéficiaires



Célébration du leadership féminin dans la microfinance

Le projet ADAPAMI honore onze femmes

Microfinance et Covid-19
Les effets de la crise et les
dispositions prises

Vie de l'APSFD
Cinq nouveaux SFD adhèrent à
l'Association



Centrale d'Information sur le Crédit



Plateforme d'aide à la décision d'octroi de crédit
aux PME par les SFD membres de l'APSFD-Bénin

- Faciliter l'accès aux services financiers
- Réduire le délai d'accès au crédit
- Améliorer les conditions d'octroi de prêts
- Maîtriser le risque de surendettement
- Réduire l'asymétrie d'information
- Améliorer le climat des affaires pour les investissements

SOMMAIRE

Éditorial

5 - Une synergie d'actions pour le développement de l'agriculture

Actualité



6 - Assemblée générale 2020 du Consortium Alafia : Clément Yadonta élu Président

7 ProFinA - salon Agrifinance : Relever le défi de la sécurité alimentaire

8 TechnoServe et Consortium Alafia : Un tandem pour l'essor de la filière anacarde au Bénin

9 Rencontre trimestrielle des points focaux EFH de ADAPAMI : Les activités de l'année passées en revue

10 Transformation institutionnelle du FNPEEJ : L'ADEJ pour un meilleur accompagnement des jeunes entrepreneurs

Échanges

11 - Inclusion financière et transformation numérique des zones rurales au Bénin : Le projet Pitn2r entre dans sa phase active

12 - Microfinance et Covid-19 : Les effets de la crise et les dispositions prises

Assistance et expertise



14 - Formation virtuelle du Consortium Alafia : Des initiatives pour rendre effectif le programme

Client et éducation

15 - La BCEAO sensibilise sur le BIC

Evolution du secteur

16 - Performances du secteur à fin juin 2020

17 - Vie de l'APSF : Cinq nouveaux SFD adhèrent à l'Association

Produits et services



18 - L'offre de services de CIF Assurances Vie Bénin

Finance agricole



20 - Convention de partenariat entre le FNDA et les SFD du Bénin : Vers l'opérationnalisation de la stratégie du Gouvernement

Profession / Microfinancier

22 - Le métier de chef contentieux dans un SFD

Partenariat APSFD/ADAPAMI

23 - Une boîte à images pour promouvoir la gouvernance sensible à l'EFH

Genre et EFH



24 - Célébration du leadership féminin dans la microfinance : ADAPAMI honore onze femmes

Bon à savoir

32 - L'interopérabilité, une nécessité pour les services financiers

Périscopes

33 - Mieux comprendre les canaux de distribution alternatifs

33 - Transformation digitale des Pme en six étapes

Microfinance et technologie



34 - Lancement du microcrédit Alafia Des innovations et avantages pour le bonheur des bénéficiaires

Partenariat et développement

38 - Le projet d'appui au développement durable du secteur agricole (Paddsa)

Santé

39 - La grippe

Publi-reportage

40 - A la découverte du SFD BMF SA

Jeux

42 - Réponse Jeu du magazine N°36

42 - Jeu du magazine N°37

• Directeur de publication

Ignace C. DOVI

• Comité de rédaction

Joliette AMEGNIGAN

Ulrich BANKOLE

Edmond GLODJI

Yédia HOUNDELO

Jean DAH HOUNNON

• A collaboré à ce numéro

Reine AZIFAN, Journaliste

• Montage - Graphisme

Pacôme ASSEDE

• Impression

FICAS Communication +229.97072962

• Contact

Tél. +229.21324730

+229.21326658

+229.94753001

+229.96277455

Fax. +229.21326780

magmicrofinance@alafianetwork.org

ÉDITO

par Ignace DOVI



Une synergie d'actions pour le financement de l'agriculture

L'agriculture est un processus par lequel les êtres humains aménagent leurs écosystèmes et contrôlent le cycle biologique d'espèces domestiquées, dans le but de produire des aliments et d'autres ressources utiles à la société. Elle est essentielle à la vie et concourt à la richesse des nations. Mais son financement est aujourd'hui confronté à des problèmes pour lesquels une synergie d'actions est indispensable et la partition attendue des institutions financières, notamment des systèmes financiers décentralisés (SFD), est prépondérante.

Nul ne doute de la grande contribution de l'agriculture au PIB. Mais les institutions financières continuent d'avoir quelque peu de l'aversion aux risques du secteur car leur survenance impacte significativement leur rentabilité ; compromet le retour des fonds injectés et la performance globale des institutions. Pour preuve, à fin décembre 2019, le portefeuille agricole des SFD du Bénin ne représente que 19% de l'ensemble, derrière le commerce qui est à 62%. Sans une volonté politique opérationnelle de l'Etat, les institutions ne peuvent jouer leur partition en termes de financement. Sans la mise en place d'un écosystème actif approprié, le financement de l'agriculture ne saurait être efficace. A cet effet, nous devons saluer et encourager les initiatives des gouvernements successifs et des partenaires pour la relance du financement des producteurs agricoles, car ces initiatives viennent atténuer les craintes des SFD sur le secteur. Et le pays peut désormais espérer mieux en termes de sécurité alimentaire.

C'est le lieu de saluer la signature du contrat de partenariat entre le Ministère

de l'Agriculture à travers le Fonds national de développement agricole (FNDA) et les institutions financières. Dans le cadre de l'exécution de certains volets agricoles du Programme d'Actions du Gouvernement, plusieurs opportunités en termes de financement sont offertes aux producteurs agricoles.

L'Etat et les institutions, à eux seuls, ne peuvent faire face aux exigences contemporaines de l'agriculture intelligente. Nous devons donc saluer également la contribution des partenaires œuvrant pour le financement agricole. Il s'agit de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) à travers le projet ProFinA qui appuie les SFD et le développement de modules de formation des gestionnaires de crédit au sein des SFD en finance agricole ; le Département de l'Agriculture des Etats Unis (USDA) à travers le projet TechnoServe qui appuie la production d'anacarde et la pisciculture avec un volet genre ; l'Union Européenne et l'Agence Française de Développement (AFD) qui appuient la filière ananas à travers un alignement sur la stratégie nationale d'appui au secteur agricole pour la mise en œuvre du Projet d'appui au développement du secteur privé (PADSP). Toutes ces actions poursuivent un seul objectif : promouvoir la production agricole.

Pour notre part, nous nous devons d'inviter les bénéficiaires à honorer leurs engagements en ce qui concerne les appuis reçus, à travers un comportement citoyen et responsable, une bonne exploitation des différents appuis. Ce sera pour leur bénéfice individuel et par ricochet, pour le bénéfice de la nation.

Assemblée Générale 2020 du Consortium Alafia **Clément Yadonta élu président**



Les nouveaux membres du Conseil d'administration. Le président Clément Yadonta en troisième position à partir de la gauche

Les systèmes financiers décentralisés membres de l'APSFD-Bénin ont tenu, le vendredi 28 août 2020 au siège de l'association à Cotonou, leur Assemblée Générale ordinaire de l'année. A l'issue de cette assemblée générale, Clément YADONTA a été élu président de l'association.

Il s'agit d'une rencontre annuelle statutaire au cours de laquelle les délégués des SFD membres ont procédé à l'examen du rapport d'activités et financier de l'association, du rapport d'activités des trois organes dirigeants et à la validation du rapport du commissaire aux comptes. Les délégués ont également renouvelé les différents organes de l'association, les membres en poste étant à la fin de leur mandat.

A l'entame des travaux, le directeur du Consortium Alafia, Ignace C. DOVI, a souhaité la bienvenue aux participants avant de remercier les SFD membres et les officiels pour leur présence à cet important

rendez-vous statutaire. A sa suite, Emmanuel GAHOU, président de l'association a également remercié tous les acteurs présents et salué la synergie d'actions, la fraternité et le soutien mutuel qui existent dans le secteur de la microfinance au Bénin. « C'est cette synergie qui fait du secteur une référence dans la sous-région », a-t-il déclaré. Emmanuel GAHOU a rappelé les enjeux du jour et exhorté ses pairs à une hauteur d'esprit pour l'intérêt supérieur du collectif des SFD du Bénin.

Pour sa part, Brice DANSOU, directeur général de la microfinance, a salué la qualité de la gouvernance ainsi que la transparence dont fait preuve l'association. Pour finir, il a réitéré la disponibilité de sa

structure à continuer la synergie d'actions avec l'association.

Appel à renforcer le leadership féminin

Quant à Maurille COUTHON, directeur du Projet ADAPAMI et représentant des PTF à l'occasion, « L'Association fait preuve d'une gouvernance respectueuse et la direction ne cesse de faire des efforts qu'il convient de saluer ». Il finit son allocution par un appel à un renforcement de la mobilisation pour relever les défis et particulièrement pour le renforcement du leadership féminin au niveau du secteur.

Dans son intervention d'ouverture

officielle de l'assemblée générale Louis BIAO, directeur général de l'Agence nationale de surveillance des SFD (ANSSFD), a félicité l'APSFD pour la régularité et la constance dans sa gouvernance. Il a convié les SFD à suivre l'exemple de l'association dans ce domaine. Ainsi, pour la duplication de cette bonne pratique, Louis BIAO a lancé un appel aux directeurs généraux afin qu'ils jouent pleinement leur partition au niveau de leurs institutions respectives. Il a attiré l'attention des responsables des SFD sur certaines dérives qui s'observent par endroit et a appelé les concernés à plus de responsabilité.

Au cours des travaux, les rapports d'activités ont été adoptés avec des félicitations des membres, partenaires et autres invités à la direction de l'association pour sa perspicacité aux côtés des SFD malgré les difficultés et entraves. On retient également un fonctionnement

régulier de tous les organes de l'association au cours de l'année 2019. Les membres d'organes dont le mandat est venu à échéance ont déposé le tablier conformément aux textes et de nouveaux membres ont été élus dans les instances de gouvernance de l'association.

A l'issue des élections Clément YADONTA, secrétaire général de la FECECAM-Bénin, est élu président du Conseil d'administration du Consortium Alafia et Pascal TAMEGNON, directeur général de PEBCo-BETHESDA est élu président du Conseil de surveillance pour un mandat de deux ans.

Six autres membres sont élus pour travailler aux côtés du président du Conseil d'administration et deux autres aux côtés du président du Conseil de surveillance.

ProFinA : salon Agrifinance

Relever le défi de la sécurité alimentaire

Du 28 au 29 octobre 2020 au sein de l'agence territoriale de développement agricole (ATDA) pôle 7 à Abomey-Calavi, s'est tenue la 7ème édition du salon Agrifinance. Ce salon organisé par AgriProFocus fut une occasion pour les entreprises accompagnées par les partenaires dudit salon de se rapprocher davantage de leurs prospects.

Peu de défis auxquels fait face l'humanité sont aussi urgents et complexes que celui de la sécurité alimentaire. Afin de répondre aux besoins d'une population mondiale en croissance rapide, un effort mondial sans équivalent est requis. Les membres de la plateforme AgriProFocus sont déterminés à relever ce défi en travaillant conjointement, en apprenant les uns des autres et en se battant ensemble pour le changement.

AgriProFocus rassemble des agriculteurs, des entreprises, des organisations de la société civile, des instituts de recherche et des gouvernements pour l'atteinte de la sécurité alimentaire. Unis dans la diversité, les membres partagent la conviction que les affaires et le développement ne sont pas mutuellement exclusifs. Ensemble, ils trouvent de nouvelles façons durables de créer de l'impact grâce à l'entrepreneuriat. Échanger des perspectives et attendre l'inattendu. Une culture de collaboration par Linking, Learning et Leadership. <https://agriprofocus.com/benin>



Vue partielle d'un des stands lors du salon Agrifinance

TechnoServe et Consortium Alafia

Un tandem pour l'essor de la filière anacarde au Bénin

TechnoServe et Consortium Alafia ont conclu un partenariat visant à renforcer les capacités des SFD pour un meilleur financement de la filière anacarde et à améliorer la demande de services financiers des promoteurs de ladite filière.

L'agriculture constitue une activité névralgique pour le Bénin et à laquelle s'adonnent plus de sept millions de Béninois, soit un peu plus de 70 % de la population. Parmi les sept pôles de développement agricole figure l'anacarde, la deuxième filière nationale génératrice de devises après le coton. Selon une note du ministère de l'Agriculture corroborée par l'Institut national de la statistique appliquée à l'économie (Insae), l'anacarde enregistre une nette progression de 13% pour la campagne 2019-2020, soit une production de 130.276 tonnes. Malgré cette performance, des efforts restent à faire car les acteurs de la filière ne bénéficient pas encore de services financiers adaptés. Afin de mettre en place un mécanisme efficace d'appui à la professionnalisation de l'offre et de la demande des services financiers ruraux adaptés à la chaîne de



Neuf SFD formés sur le montage, l'analyse et le suivi des dossiers de crédit anacarde

valeur anacarde, TechnoServe et Consortium Alafia ont conclu un partenariat visant à renforcer les capacités des SFD pour un meilleur financement de la filière anacarde d'une part, et à améliorer la demande de services financiers des promoteurs de ladite filière d'autre part. Dans ce cadre, neuf systèmes financiers décentralisés membres du Consortium Alafia finançant déjà la filière ou intéressés à financer l'anacarde et qui sont disposés à dédier du personnel au financement de la filière ont été appuyés au terme d'un processus de sélection.

Les capacités de ces derniers ont été renforcées sur le montage, l'analyse et le suivi des dossiers de crédit anacarde, la conception de produits financiers spécifiques à l'anacarde. En outre, les SFD ont une meilleure connaissance des spécificités de la chaîne de valeur de la filière anacarde ainsi que les risques y liés. Cet appui aux SFD sera complété par une assistance technique sur le terrain en situation réelle.

TechnoServe est une ONG internationale qui promeut des solutions entrepreneuriales à la pauvreté en facilitant l'accès des individus à l'information, au capital et aux marchés. L'intervention de TechnoServe repose sur la conviction que des personnes déterminées, même dans les endroits les plus pauvres, peuvent créer des emplois et de la richesse pour leur famille et leur communauté si l'opportunité leur est offerte. A travers ses deux programmes d'activités au Bénin (BeninCajù et BeniBiz), TechnoServe mène des actions de facilitation d'accès au financement adapté pour ses bénéficiaires.



La filière anacarde au Bénin sur les traces de celle du coton

Rencontres trimestrielles des points focaux EFH de ADAPAMI

Les activités de l'année passées en revue



Une revue des activités passée sous la supervision de ...

Les 24 juillet et 30 octobre 2020 se sont tenues au siège de l'APSFD à Cotonou, les 3e et 4e rencontres trimestrielles des points focaux égalité femme-homme (PF/EFH) des SFD partenaires du projet ADAPAMI.

Ces rencontres ont permis de faire une revue à mi-parcours des objectifs EFH, partager les différents résultats obtenus dans la réalisation des activités et rappeler les activités du programme restant à réaliser avant la fin de l'année.

Ont pris part aux rencontres, les représentants des 10 SFD partenaires (Acfb, Sia N'Son, Alidé, Renaca, Cmmb, Cpec, Pebco, Unacrep, Comuba, Fececam) de l'APSFD-Bénin, de la direction générale de la microfinance et de ceux de l'agence nationale de surveillance des SFD (ANSSFD).

Il s'agit des moments d'échanges et de partage sur des différentes thématiques sur le genre qui permettent aussi la prise de décisions pour une meilleure orientation de certaines activités. La thématique de la 3e rencontre s'intitule : "Femme : conciliation travail-famille". Elle a été présentée par Sylvie EHAKE, la conseillère nationale EFH de ADAPAMI et un panel de discussions composé de Claire HOUNGAN AYEMONA, présidente de l'ONG Regard d'amour, Siro SEKE, président de l'organisation "Love Power", Mélanie HELENA, médecin du monde et Isidore Clément CAPO-CHICHI, président du comité des droits de l'homme.

Un riche échange d'expériences et surtout de témoignages a permis aux uns et aux autres de se faire

une idée des voies et moyens pour concilier vie familiale et vie professionnelle.

Quant à la 4e rencontre, elle a permis de faire le bilan de l'année, de relancer les points focaux sur les activités en retard. Il est attendu désormais de chaque point focal, la création d'un climat de genre au jour le jour dans sa structure, la prise d'initiatives pour l'égalité homme-femme.



... Sylvie EHAKE ADOHINZIN, Conseillère nationale Egalité Femme Homme de ADAPAMI

Transformation institutionnelle du FNPEEJ

L'ADEJ pour un meilleur accompagnement des jeunes entrepreneurs

Depuis le Conseil des ministres du 15 avril 2020, le Fonds national de promotion de l'entreprise et de l'emploi des jeunes (FNPEEJ) a connu une transformation institutionnelle. Il est désormais remplacé par une agence pour accompagner les jeunes dans l'entrepreneuriat.

C'est désormais l'Agence de développement de l'entrepreneuriat des jeunes (ADEJ) qui poursuivra les actions du FNPEEJ. Selon le compte-rendu du Conseil des ministres, plus d'une décennie après sa création, le FNPEEJ peine à atteindre ses objectifs, en raison de graves dysfonctionnements et de difficultés structurelles majeures. Un diagnostic, récemment effectué pour y remédier, fait ressortir la nécessité d'établir une nouvelle orientation ainsi qu'un dispositif opérationnel, compatible avec le Programme d'Actions du Gouvernement.

C'est dans ce cadre qu'un nouveau modèle stratégique a été envisagé. Cette nouvelle agence est dédiée à la constitution d'une pépinière de petites et moyennes entreprises. De ce nouveau mécanisme, il est attendu une contribution notable à l'accroissement du PIB du pays. Le dispositif opérationnel de la nouvelle agence consistera en un meilleur accompagnement des jeunes entrepreneurs, notamment par : la préparation



Avec l'ADEJ, l'entrepreneuriat des jeunes devrait connaître son ascension

à l'entrepreneuriat ; le renforcement des capacités; la facilitation de l'accès au financement ; le suivi des activités.

Rappelons que le Fonds national de promotion de l'entreprise et de l'emploi des jeunes (FNPEEJ) est une entité étatique créée le 31 décembre 2007 et régie par les dispositions du décret N°2014.666 du 25 novembre 2014 en République du Bénin ainsi que celles de la loi n°94-009 du 28 juillet 1994 portant création, organisation et fonctionnement des offices à caractères social, culturel et scientifique.

Selon les dispositions de l'article n°5 du décret ci-dessus cité, il a pour attributions : la mise en place de lignes de crédit dans les institutions financières partenaires agréées pour faciliter le financement des investissements ou des fonds de roulement des entreprises créées par les jeunes et les MPME ; la mise en place d'un réseau de partenaires nationaux et internationaux pour promouvoir l'accès des jeunes aux crédits ; la facilitation aux bénéficiaires de crédits du FNPEEJ de l'accès au Fonds National de Garantie (FONAGA) pour la couverture des risques liés aux crédits complémentaires obtenus auprès des institutions de financement; l'appui au renforcement des capacités des populations cibles pour pérenniser et rendre durables les entreprises et emplois créés.



Siège de l'Agence de développement de l'entrepreneuriat des jeunes

Inclusion financière et transformation numérique des zones rurales au Bénin

Le projet Pitn2r entre dans sa phase active

En préparation depuis 2016, le Projet de transformation numérique des régions rurales (Pitn2r) est entré dans sa phase active en 2020 à travers des actions clés dont la mise en place du Comité national de pilotage, de suivi et d'exécution par Aurélie Adam Soulé, ministre du numérique et de la digitalisation.

Le Bénin a négocié et obtenu de l'Association internationale de développement (Ida) - Groupe de la Banque Mondiale – un crédit de 100 millions de dollars US pour améliorer l'accès aux services à haut débit dans les zones rurales et promouvoir le recours aux solutions digitales pour renforcer la productivité de certaines chaînes de valeur, l'inclusion financière et l'accès aux marchés.

Le Pitn2r permettra d'accroître la productivité et la compétitivité de deux secteurs clés pour la croissance : l'agriculture et les technologies de l'information et de la communication. Quatre chaînes de valeur sont concernées par le projet : le riz, le maïs, le karité et les légumes (maraîchage). L'objectif est d'améliorer l'accès des petits producteurs aux informations, aux services financiers et aux marchés et, ce faisant, d'accroître la productivité et les volumes de vente et réduire les pertes après récolte.



Aurélien A. Soulé Zoumarou, Ministre du Numérique et de la Digitalisation

agriculteurs ne savent pas se servir d'outils et de plateformes numériques, d'où un taux d'adoption extrêmement faible. Le projet viendra directement renforcer les infrastructures numériques et proposer des solutions alternatives à des services logistiques inadaptés. En permettant l'accès aux marchés de consommation à des prix compétitifs, il aura un effet positif sur l'économie agricole rurale ». Le Pitn2r est en adéquation avec le plan national du Bénin (2018-2025), le Programme d'actions du Gouvernement (Pag 2016-2021) et le cadre de partenariat-pays de la Banque Mondiale (Cpf 2018-2023). Il s'inscrit dans la stratégie d'ensemble de l'institution pour accélérer la transformation numérique de l'Afrique et contribue directement aux objectifs de son initiative destinée à aider le continent à partir à la conquête de l'économie digitale. Cette nouvelle opération, qui s'articule autour

de l'approche de maximisation des financements pour le développement, s'attache à lever des fonds privés et à optimiser l'utilisation des ressources publiques.

Plus d'un million de personnes à impacter

Grâce au Pitn2r, le Bénin améliorera la connectivité et l'accès aux services numériques dans les zones rurales. Le réseau en fibre optique de la ville de Parakou ainsi que les infrastructures connexes dans les périphéries seront densifiés. Près de 1,87 million de petits exploitants agricoles, et en particulier 1 million de femmes, bénéficieront du projet qui aura des effets positifs pour les 560 000 personnes travaillant dans les quatre filières concernées, dont 290 000 femmes.

Selon Katrina Sharkey, représentante résidente de la Banque Mondiale au Bénin « La plupart des petits

L'Association internationale de développement (Ida) est l'institution de la Banque Mondiale qui aide les pays les plus pauvres de la planète. Fondée en 1960, elle accorde des dons et des prêts à faible taux d'intérêt ou sans intérêt en faveur de projets et de programmes de nature à stimuler la croissance économique, à réduire la pauvreté et à améliorer la vie des plus démunis. L'Ida figure parmi les principaux bailleurs de fonds des 75 pays les plus pauvres de la planète, dont 39 se trouvent en Afrique. Ses ressources bénéficient concrètement à 1,5 milliard de personnes.

Microfinance et Covid-19

Les effets de la crise et les dispositions prises

La crise sanitaire de la Covid-19 qui a affecté tous les secteurs d'activité n'a pas épargné la microfinance dans les huit états membres de l'Uemoa. Face aux effets de la crise sur leurs activités, les professionnels de cette zone monétaire réunis au sein de leur fédération, ont énuméré leurs attentes vis-à-vis de l'Etat, de la Bceao et des partenaires techniques et financiers.

Au 31 décembre 2019, le secteur de la microfinance dans les pays de l'Uemoa que sont le Bénin, le Burkina-Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo concentre 4.905 points de service répartis entre 508 SFD qui desservent 15 millions de bénéficiaires. L'encours de crédit et les dépôts sont estimés respectivement à 1.556 milliard et 1.474 milliard de francs CFA.

La Covid-19 a impacté négativement les activités tant au niveau des clients que des SFD dans la zone Uemoa. Du côté des clients, il est noté une baisse des opérations de dépôt et de remboursement. Le cours de certaines matières premières a également chuté. La réduction de la mobilité a engendré les difficultés d'approvisionnement (stocks, équipements, ...) et la désorganisation des circuits de commercialisation. Les secteurs les plus touchés dans la zone sont ceux de la restauration, de l'hôtellerie et du tourisme, des transports sans occulter les activités génératrices de revenus des femmes. Les SFD, pour leur part, ont ressenti les effets de la crise sanitaire à travers le retrait important de dépôts par les clients, couplé avec la baisse significative des remboursements de crédits. Il en a résulté une forte contraction de la liquidité du secteur qui a réduit sa capacité de financement. La forte dégradation des portefeuilles de crédit dont 43% des impayés sont du fait de la Covid-19 aura une incidence sur les résultats 2020

des SFD qui connaissent un accroissement des frais généraux relatifs aux charges engagées pour se conformer aux normes sanitaires prescrites par les autorités. A tout ceci, il faut ajouter le retard prévisible des SFD dans la production de divers rapports et documents financiers réglementaires, la soumission des comptes annuels et la tenue des assemblées générales ordinaires.

Les mesures prises par les divers acteurs à divers niveaux (Sfd, Apsfd et Gouvernements) dans l'Uemoa sont généralement et à quelques différences près, la prise de mesures gouvernementales pour éviter la propagation du virus ainsi que la mise en place de programmes étatiques de soutien pour la relance de l'économie ; les messages de sensibilisation des Sfd et de

leurs clients par les Apsfd sur les mesures barrières, la réorganisation du travail et la mobilisation de ressources en réponse aux appels à la solidarité nationale lancés par les gouvernements des états membres de l'Union ; l'adoption de stratégies par les Sfd pour réduire les déboursements de crédit, suspendre les crédits à long terme, minimiser les retraits de dépôts.



Direction nationale de la BCEAO pour le Bénin



Les attentes des professionnels de la microfinance de l'Uemoa vis-à-vis des acteurs

Elles sont de plusieurs ordres :

Bceao

- Flexibilité en matière de respect des ratios prudentiels en cette période sensible ;
- Prorogation des délais de tenue des AG ordinaires et de transmission du reporting réglementaire annuel ;
- Suspension temporaire des sanctions relatives aux obligations du respect du dispositif prudentiel ;
- Suspension temporaire de la cotisation annuelle au FGDR/UEMOA ;
- Appui technique pour le renforcement des capacités des Sfd et des Apsfd en matière de protection et éducation financière des clients.

Etat

- Prise en compte des Sfd dans les mesures nationales de soutien au secteur privé mis en place ;
- Mise à disposition de ligne de refinancement à des taux bonifiés pour permettre aux sfd de continuer à servir les clients ;
- Mise en place de lignes de garantie pour permettre aux sfd de continuer à servir les clients notamment les plus fragiles ;
- Appui institutionnel pour la résilience des Sfd et des Apsfd ;
- Flexibilité en matière de respect des ratios prudentiels.

Ptf

- Mise en place de facilités spéciales au niveau des banques secondaires pour l'accès des Sfd au refinancement ;
- Mise à dispo de ligne de refinancement à taux bonifiés pour permettre aux Sfd de continuer à servir les clients ;
- Mise en place de ligne de garantie pour permettre aux Sfd de continuer à servir les clients notamment les plus fragiles ;
- Appui technique pour la digitalisation des services financiers des Sfd ;
- Appui institutionnel pour la résilience des Sfd et des Apsfd ;
- Appui technique pour le renforcement des capacités des Sfd et Apsfd en matière de protection des clients et d'éducation financière.



ASSOCIATION PROFESSIONNELLE
DES SYSTÈMES FINANCIERS
DÉCENTRALISÉS DU BÉNIN



Plus de 20 ans dans
la formation des
acteurs des SFD

Formation inter et intra-entreprise sur la finance décentralisée

Finance verte • Finance digitale • Finance
agricole • Finance participative

Formations diplômant les :

- Agents de crédit
- Responsables d'agence

Formations thématiques :

- Réglementation de la microfinance
- Analyse des performances des SFD
- Gouvernance des SFD
- Référentiel comptable
- Gestion du crédit
- Gestion des risques
- Budgétisation
- Education financière
- Etc.

Contactez-nous plus plus d'information

Carré 1086M, Vodjè-Centre
Rue 563, entre la pharmacie Ste Foi et la clinique O'Cless
3e immeuble à étages à gauche
02BP1052 Cotonou
Tél. : +229.21326658 / 21324730
Whatsapp : +229.94753001
www.alafianetwork.org
contact@alafianetwork.org
apsfdbenin@gmail.com

Formation virtuelle du Consortium Alafia

Des initiatives pour rendre effectif le programme



Les formations à distance, bientôt une réalité pour les SFD grâce au partenariat APSFD/ADAPAMI

Lentement mais sûrement, le programme de formation virtuelle du Consortium Alafia devient une réalité dans un contexte mondial caractérisé par la crise sanitaire liée à la pandémie du Coronavirus.

Cette initiative longtemps murmurée par le Consortium Alafia a reçu un écho favorable du projet ADAPAMI pour un accompagnement financier dans sa mise en œuvre. Différents acteurs y ont contribué dans la phase de collecte d'information sur l'opportunité de l'initiative. De l'Etat central aux derniers bénéficiaires en passant par les experts, les formateurs et partenaires, ce programme de formation à distance en cours de développement a été abondamment discuté dans son contenu et sa mise en œuvre. Le public cible est constitué de l'ensemble des acteurs de l'écosystème de la microfinance. Deux niveaux interdépendants sont catégorisés.

Le niveau I regroupe les agents opérationnels (agents de crédit, collecteurs d'épargne, caissiers, etc.), les chefs départements, chefs service, chefs d'agence des

SFD. Les étudiants ou personnes désirant s'intégrer au secteur de la microfinance pourraient aussi être intéressés à suivre ce premier parcours d'apprentissage.

Le niveau II regroupe les chefs départements, chefs service, chefs d'agence, agents opérationnels œuvrant au sein du système d'exploitation des SFD. Il s'agit essentiellement des cadres supérieurs.

Des changements sont attendus pour les apprenants à chacun des niveaux. Pour le niveau I, le programme vise une meilleure connaissance des dispositions opérationnels des SFD mais aussi de leurs interactions. Pour le niveau II, il s'agira plutôt d'une connaissance des bonnes pratiques de coordination et de gestion.

Chaque niveau contient un ensemble de blocs composés de modules. D'une durée de 64 heures d'études excluant les périodes d'examen, le

niveau I est composé de huit blocs. Le niveau II avec 96 heures d'études est composé de quatre grands blocs. Ceci exigera des apprenants un engagement réel d'environ cinq heures d'étude par semaine sur une période de trois mois pour le niveau I et huit heures de travail par semaine pour le niveau II.

Actuellement, les efforts sont concentrés sur le développement du contenu des modules du premier niveau. Une approche de jumelage entre experts canadiens et béninois est mise en place d'une part pour s'assurer des aspects spécifiques et techniques et d'autre part de la contextualisation du contenu. Pour entériner les travaux effectués à chaque étape, des niveaux de validation sont prévus. Tout ceci donne l'assurance que les jours à venir nous réservent de bonnes surprises sur ce programme à distance qui va révolutionner l'offre de formation du Consortium Alafia.

La BCEAO sensibilise sur le BIC

La création de bureaux d'information sur le crédit (BIC) participe des actions d'amélioration du climat des affaires dans les états membres de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA), qui figurent parmi les axes prioritaires de leurs politiques économiques.

La mise en place d'un BIC vise à réduire l'asymétrie d'informations entre les prêteurs et les emprunteurs afin d'améliorer l'accès des populations aux services financiers à des coûts réduits. Il vise également à assainir la qualité du portefeuille des établissements assujettis via une meilleure gestion des risques et d'accroître l'efficacité de la supervision de l'activité de crédit par l'anticipation du surendettement des emprunteurs et la maîtrise du risque systémique.

A cet effet, le BIC collecte auprès des organismes financiers, des sources publiques et des grands facturiers (eau, électricité, téléphone), des données disponibles sur les antécédents de crédit ou de paiement d'un emprunteur. Ces informations sont exploitées pour fournir aux établissements de crédit des rapports de solvabilité détaillés. Ainsi, le BIC assure la disponibilité d'informations économiques et financières sur les clients pour faciliter la mise en place des crédits et l'analyse des risques. Il ressort de l'expérience des états qui ont mis en place ce type de dispositif que le BIC présente de nombreux avantages.

Pour les clients, il permet, par une prise en compte de leur réputation, une meilleure accessibilité au crédit, pouvant induire une baisse de son coût et des garanties exigées. Il favorise de ce fait, une amélioration de la qualité du service et de la relation avec les institutions financières et les autres adhérents au système de partage d'informations sur le crédit.

Pour les établissements de crédit et

les SFD, il constitue un outil efficace d'analyse, d'évaluation et de gestion des risques, qui permet d'anticiper le surendettement des emprunteurs, de prendre de meilleures décisions pour l'octroi des crédits, de réduire l'asymétrie d'information et d'augmenter le volume des crédits, avec une amélioration de la qualité du portefeuille.

Pour l'économie nationale, le BIC contribue à l'amélioration du financement des agents économiques, à moindre coût, du fait de ses avantages pour les emprunteurs et les prêteurs. Il contribue également à renforcer l'efficacité de la supervision de l'activité de crédit, notamment la prévention du surendettement et à la maîtrise du risque systémique. Lancé au début de l'année 2013, le projet de promotion des BIC dans l'Union s'est achevé avec le démarrage officiel, depuis le 1er février 2016, des activités de la Société Creditinfo-Volo, agréée en qualité de BIC dans l'UMOA.

Dans le cadre de ce projet, la BCEAO a mis en place l'environnement juridique et technique nécessaire au développement de l'industrie de partage de données sur le crédit. A ce jour, la Société Creditinfo-Volo s'est déployée sur l'ensemble de l'espace communautaire, à la faveur de l'entrée en vigueur de la loi uniforme portant réglementation des BIC et des autorisations d'installation de bureaux de représentation dans tous les états membres de l'Union. Nonobstant ces évolutions, le système de partage de données sur le crédit demeure confronté à quelques difficultés. Ce qui explique

le lancement par l'autorité monétaire d'une campagne de sensibilisation des acteurs pour que cet instrument joue efficacement sa partition à l'inclusion financière des populations de l'espace UMOA. Les populations sont notamment invitées à donner leur consentement pour le partage de leurs données aux BIC. Au-delà des avantages que cela procure aux clients, c'est bien un gain pour tout l'écosystème.

Source : <https://www.bceao.int/fr/content/promotion-des-bureaux-dinformation-sur-le-credit-dans-lumoa>



ÉVOLUTION DU SECTEUR

Performances du secteur à fin juin 2020



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ÉTATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Générale de la Stabilité Financière et du Financement des Économies
Direction des Activités Bancaires et des Financements Alternatifs
Service des Activités de Microfinance

Dakar, le 5 août 2020

Principaux indicateurs des SFD de l'UMOA au 31/03/2020

Pays	Nombre total de SFD**	Nombre de SFD de l'échantillon	Nombre de points de services de l'échantillon	Nombre de membres / clients de l'échantillon	Montants des dépôts (en millions FCFA)	Encours des crédits (en millions FCFA) de l'échantillon	Montants des créances en souffrance (en millions FCFA) de l'échantillon	Taux de dégradation du portefeuille
BENIN	58	13	472	2 280 581	117 161	135 394	8 233	6,1%
BURKINA	76	30	610	1 391 687	242 573	177 388	9 508	5,4%
COTE D'IVOIRE	47	20	347	2 270 926	315 129	323 599	29 906	9,2%
GUINEE-BISSAU	6	6	6	10 663	96	72	42	59,0%
MALI	109	22	811	1 212 603	107 904	128 956	8 777	6,8%
NIGER	37	11	125	279 273	23 233	31 871	4 316	13,5%
SENEGAL	99	10	562	3 025 373	348 928	395 599	24 742	6,3%
TOGO	77	52	497	2 862 590	213 756	166 216	11 534	6,9%
TOTAL SFD	509							
TOTAL ECHANTILLON*		164	3 430	13 333 696	1 368 779	1 359 094	97 058	7,1%
ESTIMATION DU SECTEUR (sur la base de l'échantillon)			4 897	14 814 033	1 520 854	1 510 096	107 837	7,1%

* L'échantillon est constitué de 164 SFD représentant environ 90% du secteur

** Non compris les caisses affiliées aux réseaux

Le montant des dépôts représente 5,5% des dépôts détenus par les établissements de crédit de l'Union.

L'encours des crédits représente 6,6% des crédits accordés par les établissements de crédit de l'Union.

Le Directeur des Activités Bancaires
et des Financements Alternatifs

Charlie DINGUI

Avenue Abdoulaye FADIGA
BP 3108 - Dakar - Sénégal

Tél. (221) 33 839 05 00 / Fax. (221) 33 823 93 35
courrier.bceao@bceao.int - www.bceao.int

Vie de l'APSFD

Cinq nouveaux SFD adhèrent à l'Association

Conformément aux textes et procédures, l'Association professionnelle des systèmes financiers décentralisés (APSFD) a accueilli cinq nouveaux membres.

Adhérer à l'association professionnelle dans les trois mois qui suivent l'inscription sur le registre des systèmes financiers décentralisés tenu par le ministère de l'Economie et des Finances, est une exigence légale à toute nouvelle institution régulièrement autorisée pour l'activité de microfinance.

Cinq nouvelles institutions de microfinance ont accompli les formalités d'adhésion à l'association. Conformément aux textes et procédures d'adhésion à l'association comportant plusieurs étapes, la demande d'adhésion de chacune des institutions a été validée par le Conseil d'Administration du Consortium Alafia en sa session du 28 mai 2020 à Cotonou.

Les nouveaux membres de l'Association sont :

Dénomination	Référence de l'agrément	N° adhésion à l'APSFD	Lieu d'implantation du siège
Association des Services Financiers du Bénin (ASF-Bénin)	A.15.0104.B du 14/10/16	A.20.116.BU du 28/05/20	Parakou
AgriFinance	A.20.0127.L du 03/03/20	C.20.119.BU du 28/05/20	Parakou
Accès Finance Bénin SA	A.19.0124.L du 02/12/19	D.20.117.LL du 28/05/20	Cotonou
Bénin Microfinance SA (BMF)	A.19.0125.L du 05/12/19	D.20.118.LL du 28/05/20	Cotonou
CAP Finances	A.20.0128.L du 06/04/20	D.20.120.LL du 28/05/20	Cotonou

Après la validation de ces nouvelles adhésions, le nombre total des SFD membres de l'APSFD-Bénin au 28 août 2020 est de cent dix y compris les caisses affiliées aux réseaux Fececam, Renaca et Unacrep.



BMF SA



L'offre de services de la CIF Assurances Vie Bénin



Assemblée Générale 2020 de la CIF Assurances Vie Bénin

Confédération des Institutions Financières Assurances Vie Bénin, en abrégé « CIF Assurances Vie Bénin » est une société anonyme de micro assurance vie avec conseil d'administration, au capital social d'un milliard deux cent quarante-neuf millions deux cent quatre-vingt mille (1.249.280.000) F CFA entièrement libérés.

L'actionnariat de la CIF Assurances Vie Bénin est composé ainsi qu'il suit :

- la Confédération des Institutions Financières d'Afrique de l'Ouest (CIF AO) ;
- la FECECAM Bénin en tant que faîtière ;
- quelques CLCAM du réseau FECECAM ;
- quelques Systèmes Financiers Décentralisés ;
- le Consortium Alafia ;
- l'Association du personnel de FECECAM Bénin et de CIF Assurances Vie Bénin.

Elle a été agréée le 28 août 2015 par arrêté n°4629/MEFPD/DC/SGM/DGAE/DA/SRA du ministère de l'Economie, des Finances et des Programmes de Dénationalisation. Elle a lancé ses activités en janvier 2016 avec M. Félix-Edouard LADEKAN comme Directeur Général. Depuis le démarrage de ses activités, elle a toujours réalisé

des résultats bénéficiaires suivis de distribution de dividendes aux actionnaires.

C'est une entreprise qui est régie par le Code des assurances des Etats membres de la CIMA et par l'acte uniforme de l'OHADA sur les sociétés commerciales et les Groupements d'Intérêts Économiques ainsi que par ses statuts.

Sa vision est de devenir un « Micro Assureur vie de référence au Bénin et dans la sous-région ».

Ses missions consistent à :

- apporter une réponse d'assurance aux personnes à faibles revenus ;
- offrir un service de qualité à moindre coût par des processus simples ;
- forger une culture de prévoyance au sein des populations à faibles revenus ;
- assurer une meilleure accessibilité des produits d'assurance aux populations démunies ;

- contribuer à réduire la vulnérabilité des ménages pauvres ;
- contribuer à réduire les risques d'impayés dans les SFD en matière d'octroi de microcrédits.
- bâtir une relation privilégiée avec tous les SFD partenaires potentiels, et contribuer à leur développement et à leur rentabilité.



Contact

Notre siège social est situé au quartier Adjakè, Abomey-Calavi.
08 BP 0843 Abomey-Calavi
Contacts : 66 66 01 51/66 85 33 72
E-mail : cifviebenin@cif-vie.bj
Site web : www.cif-vie.bj
Facebook : CIF Assurances Vie Bénin

Dans le but de répondre aux besoins de protection sociale des populations à faibles revenus, nous offrons à nos clients les produits d'assurance ci-après :

1. DECES EMPRUNTEURS (DEM)

Le contrat « Assurance Décès Emprunteurs » a pour objet de garantir le remboursement à l'organisme prêteur (considéré comme bénéficiaire), du capital restant dû par chaque emprunteur, en cas de décès ou d'invalidité absolue et définitive avant l'échéance du prêt.

Avec cette assurance, la tranquillité est assurée pour le(s) conjoint(s) et les enfants de l'emprunteur décédé.

2. PLAN EPARGNE RETRAITE (PER)

C'est un contrat qui garantit à l'assuré, au terme du contrat, le paiement d'un capital retraite (ou d'une rente) égal au cumul des cotisations versées, nettes de frais et capitalisées au taux de 3,5 % et augmentées des participations aux bénéfices techniques et financiers distribués.

3. TEMPORAIRE DECES

il garantit le capital prévu aux bénéficiaires désignés par l'assuré, en cas de décès ou d'invalidité absolue et définitive de ce dernier avant le terme du contrat. C'est un contrat de prévoyance qui permet de ne pas laisser notre famille dans la souffrance suite à une disparition soudaine.

4. OBSEQUES FAMILLE (OFA)

Ce produit garantit le paiement d'un capital, en cas de décès avant le terme du contrat de l'un des membres de la famille assurée (assuré principal-conjoint ou ascendants). Ce capital est destiné à couvrir tout ou partie des frais exposés lors des obsèques de l'assuré décédé.

Le réseau de distribution est constitué des 136 points de vente du réseau FECECAM d'une part, et d'autre part des SFD partenaires tels que : Africa Finances, COMUBA, ALIDé, Bénin Microfinance, IAMD Microfinance, Mutuelle Sèdjrogandé d'Allèléta.

Dans le cadre de notre partenariat avec l'ONG Interweave Solutions Bénin, nous accompagnons les responsables artisans de plusieurs corps de métier pour la planification de leur retraite. Le 29 août 2020, CIF Assurances Vie Bénin a sponsorisé l'ONG Interweave Solutions Bénin dans le cadre de la cérémonie de remise de parchemins aux 55 entrepreneurs artisans ayant suivi la formation de « Master en Gestion d'entreprises de rue ».



Assurance Décès Emprunteurs
Groupe et Individuel



Assurance Plan Epargne Retraite



Assurance Obsèques Famille



Photo du Conseil d'Administration
de la CIF Assurances Vie Bénin

Convention de partenariat entre le FNDA et les SFD du Bénin Vers l'opérationnalisation de la stratégie du Gouvernement



Clément YADONTA, Président de l'APSFD-Bénin (à gauche), échangeant le parapheur avec Valère HOUSSOU, DG du FNDA (à droite), sous la supervision du ministre Gaston DOSSOUHOUI

Le Fonds national pour le développement agricole (FNDA) et les SFD du Bénin ont procédé le 08 septembre 2020 à Cotonou à la signature d'une convention de partenariat. Un partenariat qui consacre l'opérationnalisation de la stratégie du Gouvernement en matière de finance agricole.

A la suite de sa restructuration en 2017 par le Gouvernement, le Fonds national pour le développement agricole (FNDA) entre dans sa phase opérationnelle à travers le partenariat avec les professionnels de la finance au plan national afin de jouer sa partition à la réalisation du volet agricole du Programme d'actions du Gouvernement (PAG).

Dans son mot de bienvenue, Valère HOUSSOU, directeur général du Fonds national de développement agricole (FNDA), a remercié les différents acteurs pour leur engagement à l'essor agricole du Bénin. Il a salué la présence massive des directeurs généraux des institutions financières du Bénin à cette cérémonie. Une présence qui constitue selon lui, « la preuve qu'ensemble nous pouvons marquer la rupture à travers une révolution agricole au Bénin ». En procédant à l'ouverture officielle de la séance, le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Gaston DOSSOUHOUI, s'est également



Siège du Fonds National du Développement Agricole à Cotonou

réjouit de la présence effective des directeurs généraux des banques et des systèmes financiers décentralisés malgré le contexte de pandémie du Covid-19. Après avoir rappelé brièvement le contenu du diagnostic ayant soutenu la stratégie de l'Etat pour l'agriculture (faible financement, manque de ressources, absence de garantie adéquate, etc...), le ministre a souligné que « l'agriculture est un secteur d'investissement massif dans le PAG et le FNDA a été doté de ressources conséquentes pour porter l'action du Gouvernement à cette fin ».

100 milliards FCFA pour les prêts

Des explications du directeur général du FNDA, il ressort que conformément à la décision gouvernementale en date du 20 avril 2020, une ligne de 100 milliards de FCFA est mise en place dont 50 milliards pour le financement des prêts, 35 pour servir de caution et 15 milliards pour la bonification des prêts. On retient qu'à cette phase, sept banques et quinze SFD ont été retenus et les conventions de partenariat ont été aussi signées par les présidents de leurs associations professionnelles respectives. A l'horizon 2030, un financement de 2374 milliards est projeté pour le secteur agricole au plan national. Les divers mécanismes et les rôles de chaque partie prenante ont été présentés à cette occasion.

Tout comme les banques, les SFD ont pris l'engagement de jouer leur partition pour la réduction de la pauvreté au Bénin, à travers une finance agricole soutenue.

Pour Clément YADONTA, président de l'APSFDBénin, « la volonté y ait ; les SFD n'attendaient que

l'accompagnement ». Il a saisi l'occasion pour attirer l'attention du FNDA sur la nécessité d'appuyer les SFD à travers entre autres, des renforcements de capacité.

Pour finir, le ministre Gaston DOSSOUHOUI a souhaité que les conventions signées soient un véritable levier de facilitation du financement agricole. Pour cela, il a appelé les différents acteurs au respect de l'orthodoxie financière ainsi que des clauses des contrats.

A travers ce nouveau mécanisme du FNDA, l'Etat et les différents acteurs impliqués peuvent déjà se donner rendez-vous à moyen terme pour l'évaluation des effets, impacts sur le bien-être des populations rurales. Si les actions du PAG commencent à être visibles dans plusieurs secteurs, la course est lancée au niveau du secteur financier pour révéler aussi le Bénin sur le plan agricole à travers le FNDA.



Le développement de l'agriculture au Bénin, une des priorités du Gouvernement



Des représentants de banques et de SFD fortement mobilisés

PROFESSION / MICROFINANCIER

Le métier de chef contentieux dans un SFD



Une des missions principales d'une institution de microfinance est de financer des personnes physiques ou morales. Le risque lié à cette activité, c'est le non-remboursement des crédits octroyés.

Le responsable contentieux est chargé de gérer ce risque, au travers de diverses fonctions. Il effectue des contrôles, installe et suit les procédures de recouvrement. Il oriente les dossiers litigieux, négocie les remboursements et se met en relation avec les correspondants juridiques afin d'établir des procédures de recouvrement. Si nécessaire, il décide de l'abandon des créances (provision, amortissement).

Il est chargé d'une fonction d'assistance en matière de conseils

juridiques et de pré-contentieux. A ce titre, il se charge du contrôle de l'activité de l'institution et des services crédits. Il rapporte auprès de la direction générale et contrôle les provisions et les amortissements pour crédits non récupérables.

Le responsable contentieux effectue le suivi du contrôle de gestion. Il doit être l'animateur de son équipe; ce qui implique la distribution des dossiers, l'assistance aux juristes et l'organisation de la formation continue de ses collaborateurs.

Les compétences techniques

requis pour pleinement occuper le poste sont : la capacité rédactionnelle, la maîtrise du droit, la maîtrise des outils informatiques, la connaissance des principes de la relation client, la maîtrise des techniques de management.

L'autonomie, le sens de l'organisation, la rigueur, la méthode de travail et le respect des procédures, l'esprit de synthèse et la capacité à travailler en équipe sont des qualités personnelles d'un responsable contentieux.

Lisez et diffusez!

Le Magazine

DE LA MICROFINANCE



Une boîte à images pour promouvoir une gouvernance sensible à l'EFH

Promouvoir une gouvernance sensible à l'égalité de la réduction effective des disparités liées aux sexes l'objectif de l'APSF qui, en partenariat avec le p une boîte à images et des affiches EFH.

C'est pour renforcer l'intégration des exigences liées à l'EFH dans les SFD membres et leurs opérations d'une part, et amener les décideurs élus des SFD à s'intéresser à cette problématique et à en faire un outil de professionnalisation des SFD d'autre part, que l'APSF, en partenariat avec ADAPAMI, a conçu et édité une boîte à images et des affiches sur la question.

La boîte à images et les affiches ont un objectif de sensibilisation des dirigeants de SFD sur les réalités de l'EFH et de clarification des aspects clés des dimensions (ressources, pouvoir, emploi et connaissance) de la question sur la base d'images, de figurines, de représentations et dessins de sorte à influencer positivement les décisions prises et les grandes orientations des SFD.

La boîte à images et les affiches contribueront à une meilleure intégration des éléments EFH dans le secteur de la microfinance où les notions primaires sur le sujet sont connues par tous les SFD.

La microfinance est reconnue comme un outil efficace par les acteurs qui s'investissent dans la réduction de la pauvreté et l'autonomisation économique des femmes. Elle améliore les conditions de vie des populations et principalement des personnes à revenu faible dont majoritairement les femmes ne disposant pas d'actifs pouvant servir de garantie pour lever des ressources consistantes pour le développement de leurs activités. Pour les partenaires œuvrant dans le développement de l'EFH, il importe d'accorder une place privilégiée au rôle des hommes et des femmes, et plus particulièrement à la population cible des SFD, notamment les clients analphabètes. Les SFD sont les principaux acteurs du secteur de la microfinance à qui incombe la mission d'assurer, grâce aux appuis de l'Etat et des partenaires du secteur, l'inclusion financière des populations.



Les clients des SFD qui n'ont pas de garantie, se constituent en groupe solidaire afin d'accéder aux prêts des SFD. C'est une pratique pour pallier à l'absence d'actifs probants de garantie afin d'aider les femmes. Mais le fait de mettre les femmes en groupes de caution solidaire leur fait « ignorer » généralement les réalités des SFD. Prendre part à la gouvernance des SFD, s'impliquer dans la réalisation des opérations de microfinance, avoir une connaissance approfondie des activités ne font pas partie de la préoccupation des SFD.

Pour que le secteur intègre harmonieusement la dimension genre et EFH, il est indispensable que les femmes participent au même titre que les hommes à la prise de décisions importantes au sein des SFD, améliorent leur accès aux ressources consistantes et renforcent leurs capacités pour accéder aux fonctions de management et de leadership.

Les SFD devraient non seulement impliquer les femmes pour un accès réussi aux services financiers, mais aussi favoriser leur accès au pouvoir de décision à travers les organes de gouvernance, leur accès à l'emploi et aux connaissances.

Célébration du leadership féminin dans la microfinance

Adapami honore onze femmes



Femmes distinguées autour du Ministre des Affaires Sociales et de la Microfinance

Une fois encore, le projet Appui au développement, à la professionnalisation et à l'assainissement de la microfinance au Bénin (Adapami) célèbre le leadership féminin dans le secteur de la microfinance au Bénin. Au cours de l'évènement organisé à cet effet le 13 novembre 2020 dans le strict respect des normes sanitaires, 11 femmes ont été distinguées. Tout ceci en présence du ministre des Affaires sociales et de la Microfinance et du représentant de Affaires mondiales Canada.

De huit à la première édition de la distinction des femmes exceptionnelles en exercice dans le secteur de la microfinance, elles sont passées cette année à onze dans les trois catégories définies par Adapami: élue, agente et cliente.

Perspicacité, rigueur, abnégation, altruisme, professionnalisme, amour du travail, des qualités d'exception dans leur arène de travail constituent la base de la sélection de ce cocktail inédit de femmes. C'est à l'issue d'un processus méticuleux que les sélections ont été faites. La présidente du jury, Blanche Sonon, présidente de Social Watch Bénin, a rappelé à l'assistance l'impartialité qui a caractérisé l'évaluation des

dossiers de candidature suite à un appel du mois d'avril. Elle a remercié les responsables du projet Adapami, initiateur de l'évènement, notamment son directeur qui a reçu les félicitations du jury.

Maurille Couthon a pour sa part, exprimé sa reconnaissance aux acteurs mobilisés à l'occasion malgré la pandémie du coronavirus. Il a salué la présence de l'autorité de tutelle à leurs côtés depuis le début de l'aventure en 2019 et exprimé la gratitude de toute son équipe. Il a également remercié Affaires mondiales Canada, partenaire de l'évènement. Maurille Couthon a invité tous ses partenaires à continuer à œuvrer pour la promotion

du leadership féminin et de l'équité femme homme au Bénin.

Une source d'inspiration pour d'autres générations de leaders

En réponse, Charles Sarr, représentant de l'institution canadienne a exprimé sa satisfaction de voir entretenues par une telle célébration, les relations saines, vieilles de plusieurs années, liant Affaires mondiales Canada et Développement international Desjardins (Did). Sidéré par le renforcement de capacités organisé par Adapami au profit de 747 agents de ses dix systèmes financiers décentralisés partenaires à l'effet de favoriser l'accès du public au

crédit, il a rappelé aux lauréates la transformation qui est la qualité intrinsèque du leader, celle des obstacles en opportunités. Il a souhaité que les diverses histoires à succès des lauréates constituent une source d'inspiration pour d'autres générations de leaders. Il a remercié la ministre de tutelle et salué la bonne santé de la coopération diplomatique entre son pays et le Bénin.

Véronique Tognifodé, ministre des Affaires sociales et de la Microfinance s'est réjouie de voir réalisée la promotion du genre et de l'équité femme homme. A son tour, elle a salué la présence de Affaires mondiales Canada, gage de la vitalité de la coopération bilatérale entre le Canada et le Bénin. Elle a félicité les lauréates de 2020 et leurs aînées de la première édition et loué les efforts de Adapami pour sa résilience à la pandémie du coronavirus. A en croire Véronique Tognifodé, l'attachement du Gouvernement à la promotion du genre n'est plus à démontrer et sa présence à cette manifestation en est une preuve.

La 2e édition de la célébration des femmes exceptionnelles de la microfinance a été une occasion de nouveaux défis pour les 11 lauréates qui en mesurent d'ores et déjà la portée. C'est ce que confie Christine Zokpodo de la Cpec, porte-parole des récipiendaires. Elle a, au nom de ses paires, remercié Adapami et tous les SFD. Les lauréates se disent conscientes de la mission qui est entamée avec cette distinction, elles y trouvent un réel vecteur de motivation. L'acte posé par Adapami, confie la représentante des lauréates, est un fruit très délicieux et toutes, elles en veulent encore. Elles ont remercié l'autorité de tutelle et Affaires mondiales Canada et s'engagent à continuer la lutte qui n'est qu'à son début.

A cette cérémonie, les lauréates de 2019 sont venues soutenir leurs paires et recevoir en compensation de leur voyage d'étude hypothéqué pour cause de coronavirus, des prix désirés. Ainsi, les échanges individuels menés avec chacune d'elles dans un processus consensuel ont permis de les gratifier de formations en ligne ou en présentielle, d'appareils électroménagers, de kits solaires, toutes choses utiles à leur épanouissement.

A travers l'organisation de cette distinction, le projet Adapami rappelle son objectif principal qui est d'améliorer la situation économique des populations les plus vulnérables du Bénin, notamment celle des femmes et des jeunes. Il vise l'inclusion financière de 500.000 bénéficiaires additionnels, dont 335.000 femmes. A l'horizon 2023, il vise 2 240 400 usagers devant avoir accès à des services financiers formels, dont la moitié doit être constituée de femmes.



Maurille Maurice Couthon
Directeur de ADAPAMI

Les 11 lauréates et leur provenance

• Catégorie élue

Louise Agoli-Agbo de l'Association des caisses de financement à la base (Acfb)

• Catégorie cliente

Christine Madeleine Zokpodo de la Coopérative pour la promotion de l'épargne et du crédit (Cpec).

• Catégorie agente

- **Fifonsi Houéssou** de l'Agence nationale de surveillance des systèmes financiers décentralisés (Anssfd)

- **Joliette Amègnigan Zannou** de l'Association professionnelle des systèmes financiers décentralisés (Apsfd)

- **Ginette Dassi** de la Caisse du mouvement mutualiste du Bénin (Cmmb)

- **Pélagie Baloitcha** de la Coopérative des membres unis béthel (Comuba)

- **Loubabatou Imorou Gibigaye** de la Direction de l'inclusion financière et de l'autonomisation économique (Difae)

- **Charlotte Atty** de la Fédération des caisses d'épargne et de crédit agricole mutuel (Fececam)

- **Justine Abiola Idoleke** de Pebco-Bethesda

- **Houéfa Ahou Adjivon** du Réseau national des caisses villageoises d'épargne et de crédit autogérées du Bénin (Renaca)

- **Clarisse Olayé** de Sia N'son Microfinance



Louise AGOLI-AGBO,

au sommet de la gloire du leadership féminin



Commerçante à la base et d'un niveau scolaire moyen, dame Louise dotée d'atouts pour ses prises d'initiatives fait son entrée en 2011 à l'Association des caisses de financement à la base (Acfb), s'accommode au système de crédit, bénéficie de promotion et prend les rôles du Conseil d'administration.

La secrétaire d'un groupement de solidarité de femmes d'Adjarra brigue en 2011, à la suite de la découverte de la caisse de financement à la base, le poste de présidente du Conseil d'administration. Cette responsabilité assumée au niveau nationale sans ménagement a valu à l'institution l'amélioration de ses performances. L'encours de crédit augmente chaque année ; le portefeuille à risque (PAR) à 90 jours respecte le seuil de 3% fixé par la Banque Centrale et l'autosuffisance opérationnelle est dans

les normes. C'est ainsi que l'institution a gagné en 2016 et 2017, le prix d'excellence du concours des meilleurs SFD du Bénin. La qualité de son management fait désormais passer les 14 points de service avant son élection à 17. Les acquis obtenus sous Louise AGOLI-AGBO tiennent aussi à la digitalisation des opérations de caisses au niveau des agences avec un renforcement du logiciel Perfect. C'est sans compter avec les tablettes aux mains des agents de terrain pour rompre avec les enregistrements manuels. Ces efforts font de l'agence d'Adjohoun, la première en encours de crédit et en nombre de CFB, soit plus de 150 CFB. Motivation, rigueur, sincérité, volonté, sociabilité, amour du travail bien fait, dynamisme et confiance en soi sont les qualités de Louise ayant épaté le projet Appui au développement, à la professionnalisation et à l'assainissement de la microfinance (Adapami).



Joliette AMEGNIGAN ZANNOU,

une amazone du savoir et du savoir-faire révélée



Huit ans de travail et quatre postes de hautes fonctions à son actif, Joliette Amègnigan Zannou créditée de plusieurs diplômes en gestion est une femme de rêve et de vertus qui force l'admiration dans la microfinance au Bénin.

Promue responsable du département assistance technique de la faïtière des systèmes financiers décentralisés au Bénin en 2019, elle venait d'un séjour de deux années accomplies au poste de responsable administrative et des relations avec les membres après un an au poste de chargée de l'assistance technique et du suivi des performances des Sfd précédé de sa première responsabilité, celle de chargée de la gestion de la performance sociale et appui technique aux sfd que la vertueuse professionnelle aura occupé dès son recrutement en

2012 pour trois années de résultats élogieux. Joliette Amègnigan Zannou valorise ses compétences en comptabilité gestion avec son diplôme de master en audit et contrôle de gestion, et son art professionnel conforte ses qualités au travail, ce qui séduit le projet Appui au développement, à la professionnalisation et à l'assainissement de la microfinance (Adapami) désormais sensible à ses atouts de femme exceptionnelle. L'épouse et mère de trois enfants est désormais apprenante de l'école américaine Digital frontiers institute, certifiée dans la finance digitale avec deux certificats obtenus en deux ans. Elle concilie sans heurt vies familiale et professionnelle et a à son actif, la mise en œuvre du projet dénommé Mision-Africa pour le renforcement du dispositif de gestion des performances sociales de 12 Sfd.



Fifonsi HOUSSOU,

sous les projecteurs de mérite de ADAPAMI



Promue chef du service agrément à l'Agence nationale de surveillance des systèmes financiers décentralisés (ANSSFD) en 2016, la dame à finesse professionnelle et cœur à la tâche conforte ses qualités via l'effectivité de la mise en œuvre de la procédure de retrait d'agrément. Ses nombreuses prouesses font l'objet d'admiration.

25 fcfa par jour ouvré pour une mise de 500 fcfa en fin de semaine entre camarades, Fifonsi Leslie Heidnan Houessou, avec cette pratique, était déjà tontinière à l'âge de neuf ans. « Très tôt, j'ai compris que l'épargne était la clé de toute réalisation et richesse. » Cette vision, elle l'a fait sienne depuis son recrutement en 2009 à l'Agence nationale de surveillance des systèmes financiers décentralisés. En sept ans et cinq différents postes de responsabilités, elle occupe depuis 2016 le fauteuil de chef service agrément à l'Agence nationale de surveillance des systèmes financiers décentralisés deux ans après avoir rendu

effectifs l'élaboration des lettres de sanctions pécuniaires à l'endroit des systèmes financiers décentralisés pour défaut de transmission à temps réglementaire des statistiques trimestrielles et des états financiers aux autorités de contrôle, et aussi l'examen de la situation financière des institutions suite à la transmission de leurs rapports d'activités au plus tard le 30 juin de chaque année.

Titulaire du diplôme de technicien supérieur en gestion des banques, Fifonsi Leslie Heidnan Houessou, altruiste professionnelle atypique bénéficie d'une sélection pour les cours PAMEF financés par le Millenium challenge account d'où elle est ressortie major de promotion. Aussi, jouit-elle des qualités d'inspecteur assermenté pour les activités de supervision du secteur de la finance décentralisée au Bénin. On retient d'elle que « le travail est le premier mari de la femme et permet un épanouissement au bien-être. »



Ginette DASSI,

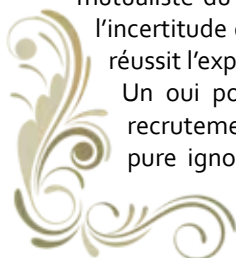
une fierté pour la microfinance



Dynamisme, proactivité et assiduité font le quotidien de Ginette dans son élan toujours perfectionniste au profit de son employeur. Ses qualités professionnelles rayonnent au-delà de la Cmmmb et atteignent le projet Appui au Développement, à la Professionnalisation et à l'Assainissement de la Microfinance (Adapami).

Meilleure caissière du réseau de la Caisse du mouvement mutualiste du Bénin (Cmmmb) en 2019, c'est au prix de l'incertitude que l'atypique femme de la microfinance réussit l'exploit de son admission à la Cmmmb en 2012. Un oui pour une condition déterminante de son recrutement, savoir piloter une moto dont elle était pure ignorante. Ainsi, du risque au salut, Ginette

Dassi intègre l'institution et y déploie toute son énergie de titulaire d'une licence en technique comptable et financier, ce qui lui a valu en février 2020 la promotion au titre de superviseur épargne à l'agence centrale. C'est surtout la pondération à gérer les opérations avec les clients, sa dextérité au travail et l'estime de soi qui lui ont valu en sept ans les responsabilités d'agent de crédit, de chef service épargne, et de chevronnée de la caisse depuis un quinquennat. Elle fait de la quête de meilleurs résultats au quotidien son cheval de bataille et y rallie un entretien permanent de son savoir-faire et de sa détermination dans l'objectivité. Sa qualité exceptionnelle reconnue par Adapami répond à la célébration du leadership féminin dans le secteur de la microfinance au Bénin.





Pélagie BALOÏTCHA,

une pierre précieuse de perspicacité au travail



Du rêve d'enfance à l'accomplissement adulte, la professionnelle du secteur de la microfinance allie dévouement, abnégation et soins pour passer de stagiaire à chef d'agence à la Coopération des membres unis béthel (Comuba). Une performance exclusive dans le secteur de la microfinance au Bénin.

En 2019, Pélagie Baloïtcha fait monter Comuba au sommet de la gloire via l'agence de Bohicon dont elle assure le management en sa qualité de chef avec un encours supérieur à 200 millions et un portefeuille à risque (Par) inférieur à 0. En 2014, elle l'avait déjà fait aux commandes de l'agence de Sê au prix de sa rigueur imprimée en deux ans de management. Elle a formé et renforcé les capacités de plusieurs agents de l'institution qui sont désormais chefs d'agence. Nid de savoirs et de valeurs à réaliser des exploits inédits en microfinance, elle assure le coaching des nouveaux chefs d'agence du Comuba.

Pour son épopée, elle est partie d'une vie précaire. Domestique en 1995 sur décision de son père chez une famille d'accueil qui lui a permis d'avoir son brevet d'études du premier cycle (Bepc), petite commerçante en 2005 après divorce de ses parents, passionnée de l'économie sans l'obtention du baccalauréat série B, elle est parvenue à une existence exemplaire au prix de moult sacrifices et d'une détermination hors pair. La femme équilibriste de vies familiale et professionnelle ajoutées aux études est diplômée de l'Université africaine de développement (Uadc) sur le programme de mobilisation de l'épargne dans la francophonie (Pamef) et sur le programme de formation à la gestion des coopératives d'épargne et de crédit. Sur les traces d'un destin d'excellence, Pélagie Baloïtcha à la tête de l'agence de Comuba de Bohicon reçoit les honneurs du projet Appui au développement, à la professionnalisation et à l'assainissement de la microfinance (Adapami) pour son dynamisme et surtout ses qualités managériales.



Christine Madeleine ZOKPODO,

une institutrice au rêve parachevé



Au sommet de l'arène microfinance, Christine Madeleine Zokpodo épouse Glèlè voit derrière elle les peines subies dans l'enseignement. Elle démontre son potentiel au Conseil d'administration de la Coopérative pour la promotion de l'épargne et du crédit (Cpec) et inspire son entourage avec son épopée professionnelle inédite.

Depuis 2015, dame Madeleine assure avec brio ses responsabilités de secrétaire générale du Conseil d'administration de la Cpec après avoir révélé ses qualités de développeur dans ses fonctions de présidente du Conseil d'administration de la Cpec de Porto-Novo en 2011. Elle voue un amour inconditionnel au travail assidu et apporte des appuis en animation et formation des femmes rurales du département du Plateau avec des atouts en

entrepreneuriat féminin. Avec l'humilité et grand esprit de collaboration, elle a toujours joué un rôle majeur dans l'organisation des groupes et groupements de femmes des départements de l'Ouémé et du Plateau. Elle reçoit en 2012, pour ses initiatives empreintes de volonté et de disponibilité, le prix de meilleure cliente de l'année 2011. C'est à la fois une valeureuse institutrice, une promotrice d'activités génératrices de revenu, une épouse et mère très aimable que le projet Appui au développement, à la professionnalisation et à l'assainissement de la microfinance (Adapami) célèbre au rang des femmes lauréates de ses systèmes financiers décentralisés partenaires. Selon Christine Madeleine Zokpodo, celle qui héberge en elle l'art de la négociation, « On ne naît pas leader, on le devient. »



Loubabatou IMOROU GIBIGAYE,

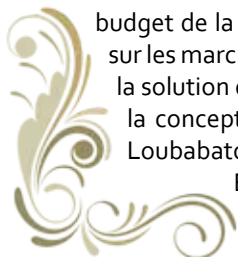
un secret de performances avérées



Loyaux services rendus avec humilité à la nation béninoise dans le secteur de la microfinance en 11 ans, sa qualité d'actuel chef service des relations avec les acteurs de l'inclusion financière reste un atout majeur pour la direction de l'inclusion financière et de l'autonomisation économique (Difae). Elle est une source d'expériences utile à la jeunesse.

La lauréate d'un nouveau round de la célébration des femmes exceptionnelles par le projet Adapami est une pièce maîtresse à la direction générale de la microfinance (Dgm) et le prouve en 2019 dans le relèvement d'un défi majeur. Avec son altruisme, la formation des directeurs départementaux et de 20 chefs de centre de promotion sociale a été concrétisée et le risque de réduction du budget de la Difae à l'épreuve des nouvelles réformes sur les marchés publics a été annihilé. A cette énigme, la solution étant de mobiliser les cadres à travailler à la conception et au déroulement de la formation, Loubabatou Imorou épouse Gibigayé, nantie d'un Bac+5, s'illustre en mettant au point les

modules et le calendrier de la tenue de la formation qui sont validés par ses paires et les autorités de la direction générale de la microfinance. Cette performance de l'amazone maintient le budget de la Difae avec une augmentation de 12% pour le compte des activités de 2020. C'est une habituée de prouesses qui rappelle par sa détermination, l'organisation en 2014 des premières journées du comité national de la microfinance (Cnm) pendant qu'elle était directrice de la promotion de la microfinance par intérim. En 2012, elle transforme sa convalescence d'après deux mois d'hospitalisation en opportunité devant le désistement de ses collègues à faire une présentation lors de la séance de sensibilisation des élus locaux sur leurs rôles et responsabilités dans le cadre de l'assainissement du secteur confronté à une prolifération des initiatives de microfinance. Son talent et ses qualités professionnelles ont été unanimement reconnus à l'occasion et le renouvellement de la confiance du partenaire technique et financier, Pasmif à l'époque et Adapami depuis 2017 en est une preuve irréfutable.



Justine IDOLEKE,

une perle rare



Neuf ans de véritables prouesses dans l'assiduité au travail, Justine Idoleké l'a réalisé avec entrain et sacrifice pour le rayonnement de Pebco-Bethesda. Elle reste exclusive dans son engagement professionnel aujourd'hui récompensé.

De la caisse, avec un encours de crédit de l'ordre de 107.000.000 fcfa en un an, aux rênes du service conformité et risques avec une escale à la direction de l'agence de Kétou en moins d'une décennie, l'exception professionnelle qu'est dame Justine Abiola Idoleké passe sous les projecteurs de mérite du projet Appui au développement, à la professionnalisation et à l'assainissement de la microfinance (Adapami). Un exemple qui doit faire école dans le

secteur de la microfinance au Bénin avec un parcours évocateur à ces différents niveaux de responsabilités où Justine a révélé son art de défis et ses qualités intrinsèques de professionnelle accomplie. Elle reste la deuxième femme à occuper le siège de chargé de prêt à Pebco-Bethesda depuis sa fondation à ce jour dans la rigueur, la discipline, et surtout avec de la dextérité à faire croître l'encours de crédit comme réalisé sur la période 2016 - 2019 de 107.000.000 à 155.977.520 fcfa. C'est une réelle valeur humaine qui équilibre responsabilité familiale et défis professionnels dans la bonne humeur et la confiance en soi. L'atypique épouse Babaliyé et mère de trois enfants vit sa passion pour la microfinance avec une licence en sciences économiques et de gestion coiffée d'une maîtrise en management des organisations.





Houéfa B. AHOU ADJIVON,

une référence de professionnalisme



L'art exclusif de l'abnégation au sein du Réseau national des caisses villageoises d'épargne et de crédit autogérées du Bénin (Renaca), c'est la qualité majeure de Houéfa Ahou distinguée par le projet Appui au développement, à la professionnalisation et à l'assainissement de la microfinance (Adapami).

35.587.371 fcfa en 2018 à 88.166.287 fcfa en 2019 à la caisse, c'est la plus récente performance réalisée par la première femme occupant le poste de directeur de caisse dans l'arène du Réseau national des caisses villageoises d'épargne et de crédit autogérées du Bénin (Renaca) avec huit guichets ou agences à charge. En 2015, promue au poste d'auditrice interne dans la commune de Toffo, Houéfa Ahou fait un ultime usage de ses expériences engrangées dans la gérance de l'agence de Savè, déniche des fraudes de finance digitale et de portefeuille. Elle met en exergue son

génie de développeur et enchaîne des exploits à son recrutement dans l'institution en 2011. A Savè, elle assainit le guichet frappé d'une crise dégradante, réédite le savoir-faire de qualité à Papanè dans la commune de Tchaourou avec un bilan inédit. Pendant ladite période, l'encours de crédit a connu une croissance de plus de 100% au guichet de Papanè et de plus de 76% à Savè avec des résultats d'exploitations respectifs de plus de 1000% et de 350%. Femme leader, organisée et déterminée, la mère de trois enfants jouit d'un diplôme de master en évaluation et gestion des projets obtenus en 2015. Protagoniste de la marque de viabilité et de performance en vogue au sein du Renaca, madame Adjivon, battante et endurante a retenu l'attention du projet Appui au développement, à la professionnalisation et à l'assainissement de la microfinance (Adapami) par ses mérites.



Clarisse OLAYE,

une réelle vertu du professionnalisme



Douze ans de cumul de performances intrinsèques à elle, Clarisse B. Olayè s'est bâtie une notoriété que le projet Appui au développement, à la professionnalisation et à l'assainissement de la microfinance (Adapami) n'entend garder sous silence. Son histoire révèle son professionnalisme.

Chef service financier à Sian'son microfinance à Parakou, Clarisse Olayè est un miroir de qualités professionnelles dans son parcours impressionnant. Elle a connu une succession de promotions au sein de l'institution en peu de temps. Caissière pendant 13 mois après son recrutement, elle devient assistant-comptable puis comptable un an plus tard pour y passer six années

pour la qualité de son travail et le leadership exprimé dans l'exécution de son cahier de charges qui lui a valu les félicitations du Fonds national de la microfinance en 2011. C'est à la suite de ses performances toujours fort entretenues qu'elle est devenue comptable à la direction de Sian'son de 2016 à 2017, auréolée de la fonction de chef comptable jusqu' en février 2019. Désormais chef service finance et trésorerie, la mère de trois enfants, femme de fer, engagée et performante, entretient avec soin la vision que « les clients sont la raison d'être des Sfd et pour cela, il faut les traiter avec gentillesse et amour. » En douze ans de réels engagements professionnels et de plusieurs défis relevés, Clarisse Olayè aura bâti une réputation qui mérite d'être récompensée.



Charlotte ATTY,

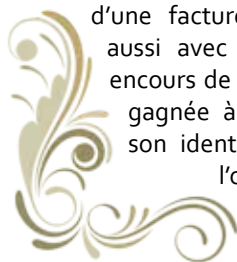
23 ans et un management apprécié



Le prix de la meilleure chef d'agence de la Fececam Bénin en 2013 est une source d'inspiration pour la jeune génération avec son parcours inédit dans le secteur de la microfinance. C'est une vraie révélation que traduit son histoire.

Première des caisses de sa région au 31 mars 2020 et 7e sur les 33 mises en place au plan national, la Caisse locale de crédit agricole et mutuel (Clcam) de Ouidah reçoit cette distinction pour le savoir-faire de sa directrice Charlotte Atty dont le management est d'une facture séduisante. Son leadership s'illustre aussi avec le 3e rang occupé à l'évaluation des encours de crédit au niveau région et une 12e place gagnée à l'échelle pays. Elle révèle encore plus son identité de vertueuse en microfinance avec l'occupation du sommet du podium au

niveau région pour le portefeuille à risque de la caisse de Ouidah, et une deuxième place adjugée au sein de la Fececam. La virtuose de la microfinance fait passer la mise en place de crédits de 900 millions à sa prise de fonction en 2016 à un milliard 447 millions de francs cfa en 2019, soit un accroissement de 547 millions en trois ans de gestion. L'éloquence des résultats se traduit aussi par un accroissement des encours de crédit de l'ordre de 500 millions de fcfa, Les dépôts et le capital social sont aussi en hausse avec un portefeuille des crédits spécifiques aux femmes constitué de 350 associations pour plus de 3000 femmes. Dans le viseur du projet Appui au développement, à la professionnalisation et à l'assainissement de la microfinance (Adapami), Charlotte Atty Zannou laisse observer ses qualités de fin gestionnaire douée en assainissement et développement de caisse de microfinance.



BULLETIN D'ABONNEMENT

A retourner sous pli fermé au Consortium Alafia, 02 BP 1052 Cotonou (Rép. du Bénin), Immeuble APSFD-Bénin sis à Vodjè
Tél. +229.21326658 / 21324730 Fax. +229.21326780 contact@alafianetwork.org www.alafianetwork.org

Je m'abonne au Magazine pour une durée de :

1an ☐ ou 2ans ☐ à raison de :

- ☐ 12.500 F pour 5 exemplaires par parution
- ☐ 25.000 F pour 10 exemplaires par parution
- ☐ 37.500 F pour 15 exemplaires par parution
- ☐ 62.500 F pour 25 exemplaires par parution
- ☐ 75.000 F pour 30 exemplaires par parution
- ☐ 100.000 F pour 40 exemplaires par parution

Je règle par :

- ☐ Chèque à l'ordre du Consortium Alafia
- ☐ Virement au nom du Consortium Alafia
- ☐ (BOA-Bénin N° 01511496973)

J'indique mes coordonnées :

Nom :
Prénom(s) :
Société :
Ville :
Téléphone :
Fax :
Mail :@.....

Signature (Obligatoire)

L'interopérabilité, une nécessité pour les systèmes financiers

L'interopérabilité est la capacité que possède un produit ou un système, dont les interfaces sont intégralement connues, à fonctionner avec d'autres produits ou systèmes existants ou futurs et ce, sans restriction d'accès ou de mise en œuvre.

Actuellement, les services financiers mobiles sont fragmentés en de petits réseaux privés fermés. L'interopérabilité implémentée entre ces différents systèmes, est une étape indispensable pour décloisonner ou démocratiser l'utilisation des services financiers mobiles et parvenir à une inclusion financière mondiale sans l'obligation de changement de SIM pour effectuer une transaction.

L'interopérabilité donne la possibilité aux clients d'un prestataire de services financiers de faire des transactions avec des clients d'autres prestataires de services.

Exemple : un client d'une banque peut retirer de l'argent d'un DAB d'une autre banque, payer un marchand par carte émis par une banque en utilisant un TPE fourni par une autre banque et virer de l'argent à un client d'une autre banque. Pour permettre des transactions interopérables, il faut un système de paiement (des instruments, procédures et plateformes...) pour le transfert de fonds entre prestataires de services financiers.

Le premier cas d'interopérabilité dans la zone UEMOA est le système interbancaire du GIM UEMOA. En effet, la BCEAO (banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest) dans son rôle de promoteur des moyens de paiement dans l'espace UEMOA a mis en place le GIM (groupement interbancaire et monétique) dont la mission est de mettre en place le cadre réglementaire et institutionnel de l'interopérabilité entre les banques de l'espace UEMOA. La participation au capital est ouverte aux émetteurs de monnaies électroniques, aux banques et aux institutions financières. Les transactions sont possibles entre les membres de l'institution dans les huit pays de l'UEMOA.



Les prérequis nécessaires à l'interopérabilité

La mise en œuvre d'un système interopérable requiert un certain nombre de prérequis opérationnels et techniques qui devront être rigoureusement respectés par les membres des parties prenantes. Ces prérequis sont :

- L'unicité et la neutralité du switch qui sera en charge du routage des transactions des parties prenantes. Ce processeur sera connecté à la chambre de compensation en vigueur dans la zone monétaire ;
- L'unicité et la transparence des règles de compensation et d'intégration dans un schéma comptable partagé avec chacune des parties prenantes ;
- L'intégration d'une interface programmable couramment appelé API (application programming interface) fonctionnant suivant le modèle de compensation en temps réel ;
- L'intégration d'un protocole de communication compréhensible par toutes les parties prenantes ;
- Un compte de couverture pour chacun des membres du groupe et des délais de couvertures diligents clairement établis et agréés ;
- La mise en place d'un modèle commercial viable avec des commissions agréées de toutes les parties prenantes et la précision des plafonds par transaction ;
- La mise en place et la clarté des procédures de transaction ;
- La mise en place d'un service chargé de la fraude et du risque ;
- La disponibilité d'un centre d'appel pour assurer l'assistance clientèle.

Mieux comprendre les canaux de distribution alternatifs

L'ambition consistant à réaliser une inclusion financière mondiale totale exige que nous relevions le défi de fournir des services financiers appropriés et abordables à environ 2,5 milliards d'individus non bancarisés au niveau mondial. La conception de produits tels que les micro-prêts, la micro-épargne, la micro-assurance, et les transferts d'argent mobile spécifiquement conçus pour répondre aux besoins du marché de masse à faibles revenus souvent exclus, ont apporté une réponse à ce défi. La fourniture de ces produits et services à grande échelle ne peut pas être réalisée sans canaux de distribution accessibles qui diminuent le coût du service et améliorent sa portée. Les canaux de distribution alternatifs (CDA), définis comme des canaux qui élargissent la portée des services au-delà du circuit des agences bancaires traditionnelles, ont vu le jour à la suite d'innovations en matière de technologies de l'information et de la communication et d'une évolution des attentes des consommateurs. Ils désignent une gamme plus générale d'options par le biais desquelles un client peut maintenant accéder à des services financiers d'une institution. Les CDA sont par nature transformateurs, en mesure de répondre

à la demande d'accès à des services financiers « à tout moment, partout, de n'importe quelle façon ». Ils reposent beaucoup sur les systèmes et appareils d'information et de communication allant des GAB aux téléphones mobiles, qui permettent tous la transmission instantanée d'informations financières et non financières entre le client et les prestataires de services financiers.

Ce manuel a été inspiré par les clients et partenaires, bon nombre d'entre eux ayant partagé leurs expériences des dernières années, et avec lesquels les auteurs se sont associés pour déployer la fourniture de services financiers par le biais de canaux de distribution alternatifs. Il met en lumière certains concepts clés, les différents canaux de distribution des produits financiers digitaux et surtout la stratégie à mettre en place pour maximiser le canal choisi. Nous vous invitons à parcourir ses lignes pour en savoir davantage sur la panoplie des canaux de distribution en finance digitale. Télécharger ce manuel à l'adresse suivante :

<https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/f324bdea-f041-4984-a87d-96992dfdoa60/IFC+ADC+Handbook+FRENCH+FINAL.pdf?MOD=AJPERES&CVID=m1e-nkW>

Transformation digitale des PME en six étapes

Beaucoup de littératures existent sur la transformation digitale. Aussi différents que sont les auteurs et leurs écoles, leurs idées et leurs pensées le sont aussi même si l'objectif poursuivi reste identique. De façon incontestable, la digitalisation de l'économie bouleverse l'environnement des entreprises. La transformation digitale n'est pas réservée aux grands groupes et aux start-ups comme certains pensent à le dire. Elle concerne tous les secteurs, toutes les tailles de structures, le B to B comme le B to C. Elle n'est pas qu'une affaire de technologies car le premier obstacle à la transformation n'est pas le manque de moyens, mais l'absence de vision. Il est urgent pour les PME de revoir leur stratégie et leur business model face à de nouveaux concurrents, mais aussi de repenser leur organisation interne.

Cet e-book vous guidera dans les six étapes de cette transformation qu'il vous propose.

La transformation digitale consiste à anticiper les mutations incontournables pour pouvoir les maîtriser au lieu de les subir. C'est une adaptation de son business model pour créer de la valeur dans un contexte digital. Cela passe par une rénovation globale des pratiques et de management, de l'organisation et des infrastructures, et le recrutement de nouveaux profils. La démarche doit être centrée autour de l'entreprise, des clients et des partenaires. La technologie vient en appui. Pour plus d'informations, cet ouvrage est téléchargeable à l'adresse suivante : https://www.orange-business.com/sites/default/files/ebook-transformation-digitale_des_pme_janvier_2019.pdf



Lancement du microcrédit Alafia

Des innovations et avantages pour le bonheur des bénéficiaires



Véronique TOGNIFODE, Ministre des Affaires Sociales et de la Microfinance

Tel un nouveau-né, l'annonce du lancement du produit Microcrédit Alafia, a été faite le mardi 27 octobre 2020 à l'amphithéâtre de l'Ex-université de Savè par Madame Véronique TOGNIFODE, Ministre des Affaires Sociales et de la Microfinance, en présence du Roi de Savè, des femmes, des sages et têtes couronnées, des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD), des Opérateurs de Téléphonie Mobile (OTM) partenaires et de l'agrégateur OPEN SI.

«Microcrédit Alafia» est la nouvelle appellation: «Microcrédit» comme symbole incontournable de l'autonomisation des couches démunies et «Alafia» comme symbole de prospérité.

La principale innovation réside dans la digitalisation de l'approche de mise en œuvre du produit. En effet, le mécanisme opérationnel consiste à décaisser les bénéficiaires en monnaie électronique directement par le biais des opérateurs mobile money MTN et Moov, partenaires du Fonds

National de la Microfinance (FNM) pour la distribution du produit.

Pour ce faire, quinze (15) SFD ont sélectionnés parmi les plus solides du secteur pour la mise en œuvre du produit. Ils sont déployés à raison de trois au minimum par département, certains départements en fonction de leur population seront desservis par quatre (04) SFD.

Dans son adresse lors de la cérémonie de lancement, le Ministre des Affaires sociales et de la Microfinance, n'a pas manqué d'attirer l'attention des populations sur le remboursement intégral des crédits précédemment reçus comme condition sine qua none pour prétendre bénéficier du nouveau produit.



Abdou Rafiou BELLO, Directeur Général du FNM était aux côtés de madame le Ministre lors du lancement de ce nouveau produit

Les Caractéristiques de Microcrédit Alafia

Nom du produit	Microcrédit Alafia	
Objectif	Faciliter l'accès au financement aux personnes démunies, exclues du système financier classique, pour créer ou développer une Activité Génératrice de Revenus	
Montant minimum	▪ 30 000 FCFA	
Montant maximum	▪ 50 000 FCFA	
Durée du remboursement	6 mois maximum	
Périodicité de remboursement	Hebdomadaire ou Mensuelle	
Taux d'intérêt	4% par semestre soit 2 000 FCFA pour un crédit de 50 000 FCFA	
Frais connexes	<ul style="list-style-type: none">▪ Frais de dossier et de formation (SFD) : 400 FCFA▪ Frais d'assurance décès (Assureur) : entre 360 FCFA et 600 FCFA (phase 1)▪ Frais de retrait et de remboursement des échéances (OTM) : 0 FCFA	
Conditions applicables aux SFD partenaires stratégiques pour le Microcrédit		
Taux d'intérêt	▪ 1% constant	
Durée	▪ Huit (08) mois	
Délai de grâce	▪ 2 mois (compris de la durée pour tenir compte du différé des bénéficiaires et d'un mois supplémentaire pour le recouvrement d'éventuels crédits en retard)	
Périodicité de remboursement	▪ Mensuelle	
Autres conditions	<ul style="list-style-type: none">▪ Mécanisme de partage de risque	<ul style="list-style-type: none">✓ Taux minimum de remboursement exigible aux SFD : 90%.✓ Audit périodique des impayés pour situer les responsabilités
	<ul style="list-style-type: none">▪ Bonification	5% du montant placé à chaque groupe de caution solidaire et remboursé à 100%

Objectifs du microcrédit Alafia

- Mettre en place un business model permettant de réduire le taux de sortie du produit au profit du bénéficiaire ;
- Permettre au FNM de suivre en temps réel la distribution des crédits aux bénéficiaires par les SFD et les statistiques sur les opérations de décaissement et de remboursement ;
- Réduire les impayés sur ce type de produit ;
- Promouvoir l'éducation financière, et plus particulièrement digitale, auprès des populations.

Avantages liés au microcrédit Alafia

- Le crédit vous revient moins cher à un taux de 4% sur 6 mois contre 8,5%, l'année dernière (vous prêtez 50 000 FCFA contre 2 000 FCFA d'intérêt après 6 mois) ;
- La carte CARMES est supprimée (vous ne déboursez plus 5 000 FCFA pour cette carte avant de bénéficier du crédit) ;
- Les retraits de crédit se feront désormais dans les cabines des réseaux mobiles MTN et MOOV sur toute l'étendue du territoire national (sans intermédiaire et sans frais de retrait) ;
- Le remboursement se fera à partir de vos téléphones portables à travers un simple code *810# ;
- La possibilité de demander un microcrédit, selon la taille de l'activité (30 000 à 50 000 FCFA) ;
- La possibilité de demander jusqu'à 100 000 FCFA dans une seconde phase après avoir bien remboursé le crédit de 50 000 FCFA ;
- Plus besoin de connexion internet avant l'enrôlement des bénéficiaires ;
- Les délais de décaissement plus courts...

Processus d'obtention et remboursement du microcrédit Alafia par les bénéficiaires

N°	ETAPES	DESCRIPTION
1	Information et identification	<p>Les SFD vont vers la population pour informer et identifier les potentiels bénéficiaires à qui s'adresse le produit, puis faciliter la constitution des groupes de caution solidaire.</p> <p>Le potentiel bénéficiaire aura juste besoin d'une pièce permettant de l'identifier à savoir carte d'identité, carte LEPI, certificat d'identification personnelle etc. et d'un porte-monnaie électronique MTN mobile money ou Moov money. S'il ne dispose pas de porte-monnaie électronique, les agents des SFD aideront à en créer.</p>
2	Montage et validation des dossiers	A cette étape, les agents des SFD recueillent les besoins et collectent des informations sur les potentiels bénéficiaires pour monter le dossier et le faire valider par sa direction par leur comité de crédit.
3	Soumission des appels de fonds au FNM	Les SFD sollicitent auprès du FNM, les fonds nécessaires pour satisfaire les demandes. Pour celles qui sont éligibles, le FNM mettra à disposition des SFD les sommes demandées pour être positionnées sur les comptes Mobile Money des bénéficiaires.
4	Païement des frais de dossier, de formation et d'assurance vie	Les SFD invitent les bénéficiaires éligibles à payer les frais de dossier et de formation qui s'élèvent à 400 FCFA et la prime d'assurance-vie qui varie de 360 à 600 FCFA pour les microcrédits allant de 30 000 à 50 000 FCFA. Les SFD vont ensuite les former sur les notions telles que la bonne gestion des activités, du crédit, la gestion du compte mobile money etc.
5	Réception du crédit	<p>Les SFD décaissent le crédit directement dans le porte-monnaie électronique du bénéficiaire.</p> <p>Il recevra instantanément un SMS indiquant que le crédit est disponible sur son compte. Il peut alors se rendre auprès d'un agent marchand de son réseau pour retirer l'intégralité de son crédit sans supporter les frais de retrait.</p>
6	Remboursement du crédit	A trois (3) jours de l'échéance, le bénéficiaire recevra un SMS de rappel. Il doit alors recharger son porte-monnaie électronique d'un montant au moins égal à l'échéance. Ensuite, par le code USSD *810# Il procède au remboursement de son échéance. Il est également possible qu'un membre d'un groupe collecte les échéances auprès des autres et soit remboursé pour tout le groupe. Il faut que la traite de tous les membres du groupe soit au complet pour que l'échéance du groupe soit considérée comme remboursée sinon, des SMS de relance sont envoyés à tous les membres du groupe.





Siège du FNM à Cotonou



Les autorités lors de la cérémonie de lancement du microcrédit Alafia



Bénéficiaires en liesse

Le projet d'appui au développement durable du secteur agricole

Le projet d'appui au développement durable du secteur agricole est un projet d'appui à la réforme sectorielle du secteur agricole. Prévu pour une durée de cinq ans (2017-2021), ce projet vise à améliorer de façon durable, les performances de l'agriculture béninoise.

Ce projet apportera un appui budgétaire à la mise en œuvre de la réforme du secteur agricole et des politiques sectorielles associées et un appui complémentaire pour l'appui institutionnel, le renforcement des capacités et des actions pilote de développement durable de l'agriculture.

Dans un souci d'alignement à la politique sectorielle, l'objectif général retenu pour le projet est celui de la stratégie du secteur agricole du Bénin qui est d'assurer la souveraineté alimentaire et nutritionnelle, de contribuer au développement économique et social des hommes et des femmes du Bénin, ainsi qu'à l'atteinte des objectifs de développement durable.

Cet objectif s'appuiera sur une amélioration de la gestion durable des exploitations dirigées aussi bien par les hommes que par les femmes et les jeunes qui sera facilitée par les activités de renforcement des capacités du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche.

Quatre résultats sont attendus dudit projet. Il s'agit de :

Résultat 1 - Intensification de l'usage raisonné des différents intrants –



Le projet vise entre autres l'amélioration de l'accès aux intrants agricoles et...

concernera le développement, la diffusion et l'adoption de techniques culturales à faible niveau d'intrants orientées vers l'usage d'intrants organiques (agro-écologie, etc.) l'amélioration de l'accès aux intrants agricoles (engrais spécifiques et organiques, produits phytosanitaires, semences et plantes améliorantes).

Résultat 2 – Intensification du conseil agricole adapté aux défis du secteur agricole du Bénin – comprendra la mise en place de dispositifs de conseil agricole de proximité de qualité, sensible au genre et intégrant les différentes dimensions du développement durable de l'exploitation agricole et de leurs organisations professionnelles qui valorisent les résultats d'une recherche agricole plus attentive aux besoins des producteurs, des marchés et des effets du changement climatique.

Résultat 3 – Sécurisation foncière renforcée – visera à la définition et la protection du statut des terres « agricoles » en vue de créer de meilleures conditions de sécurisation foncière notamment pour les exploitations familiales agricoles, facteur jugé nécessaire pour amplifier les investissements dans le développement des exploitations et du secteur de manière plus générale.



... le renforcement de la sécurisation foncière

Résultat 4 – Gouvernance et financement du secteur améliorés – aboutira à la poursuite des réformes annoncées, par la restructuration du dispositif de l'État (agences territoriales, directions départementales de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche), par une plus grande précision dans le partage des rôles et fonctions État/professionnels/communes, et par un dispositif de financement du secteur adapté, efficace et efficient.

LA GRIPPE

La grippe saisonnière est une infection virale aiguë provoquée par un virus grippal. Il existe trois types de grippe saisonnière : A, B et C. Les virus grippaux de type A se subdivisent en sous-types en fonction des différentes sortes et associations de protéines de surface du virus. Les virus de la grippe B en circulation peuvent être divisés en 2 principaux groupes, ou lignées, appelés les lignées B/Yamagata et B/Victoria. Le virus grippal de type C n'est que très rarement détecté et ne cause généralement que des infections bénignes ; ses répercussions sur la santé publique sont par conséquent de moindre importance.



Signes et symptômes

La grippe saisonnière se caractérise par l'apparition brutale d'une forte fièvre, de toux (généralement sèche), de céphalées, de douleurs musculaires et articulaires, de malaise général, de maux de gorge et d'écoulement nasal. La toux peut être grave et durer jusqu'à deux semaines et plus. La plupart des sujets guérissent en une semaine sans avoir besoin de traitement médical. Mais la grippe peut entraîner une maladie grave ou un décès chez les personnes à haut risque. La période d'incubation (délai qui s'écoule entre le moment de l'affection et l'apparition des symptômes) est d'environ deux jours.

Populations à risque

Chaque année, les épidémies de grippe peuvent toucher gravement tous les groupes d'âge, mais le plus haut risque de complications concerne les femmes enceintes, les enfants de 6 mois à 59 mois, les personnes âgées et les individus de tout âge présentant certaines affections chroniques, telles que le VIH/sida, l'asthme, ou des cardiopathies ou pneumopathies chroniques, ainsi que les agents de santé.

Transmission

La grippe saisonnière se propage facilement et la transmission dans les établissements fréquentés par de nombreuses personnes, telles que les écoles ou les maisons de retraite, peut être rapide. Lorsqu'une personne infectée tousse ou éternue, elle projette dans l'air des gouttelettes porteuses du virus (et de l'infection) qui atteignent et que vont inspirer les personnes se trouvant à proximité immédiate.

Le virus peut aussi se propager par les mains.

Pour prévenir la transmission, il convient de se couvrir la bouche et le nez à l'aide d'un mouchoir lorsque l'on tousse et de se laver les mains régulièrement.

Prévention

Le moyen le plus efficace de se prémunir de la maladie ou d'une issue grave est la vaccination. Des vaccins sûrs et efficaces existent et sont utilisés depuis plus de 60 ans. Chez les adultes en bonne santé, le vaccin antigrippal peut induire une protection satisfaisante. Parmi les personnes âgées, en revanche, le vaccin antigrippal peut être moins efficace pour prévenir la maladie, mais peut réduire sa gravité et l'incidence des complications et des décès. La vaccination est particulièrement importante pour les personnes à risque plus élevé de complications graves de la grippe, et pour les personnes qui vivent avec des personnes à haut risque ou s'en occupent. L'OMS recommande la vaccination annuelle pour (par ordre de priorité) :

- les femmes enceintes à n'importe quel stade de leur grossesse;
- les enfants de 6 mois à 5 ans;
- les personnes âgées (≥ 65 ans);
- les personnes souffrant d'affections chroniques;
- les agents de santé.

La vaccination contre la grippe est surtout efficace lorsque les virus vaccinaux correspondent bien aux virus en circulation. Parce que les virus grippaux évoluent constamment, le système mondial OMS de surveillance de la grippe et de riposte (GISRS) surveille les virus grippaux qui circulent chez l'homme et actualise deux fois par an la composition des vaccins grippaux.

Depuis des années, l'OMS actualise deux fois l'an ses recommandations sur la composition de vaccins trivalents qui ciblent les trois types de virus en circulation les plus représentatifs.

Traitement

Des antiviraux contre la grippe sont disponibles dans certains pays et peuvent éviter des complications sévères et des décès. Dans l'idéal, ils doivent être administrés dès le début de la maladie (dans les 48 heures suivant l'apparition des symptômes). Il existe deux classes d'antiviraux :

- Les inhibiteurs de la neuraminidase grippale (l'oseltamivir et le zanamivir, mais aussi le pérémivir et le laninamivir homologués dans plusieurs pays).
- Les adamantanes, inhibiteurs de la protéine M2 (amantadine et rémantadine), mais une résistance des virus à ces médicaments, limitant l'efficacité du traitement, a fréquemment été signalée.

L'OMS surveille la sensibilité aux antiviraux des virus grippaux en circulation en vue de fournir des orientations en temps opportun concernant l'utilisation des antiviraux dans la prise en charge clinique et éventuellement dans la chimioprophylaxie. Actuellement, la majorité des virus grippaux en circulation sont résistants aux adamantanes et l'OMS recommande les inhibiteurs de la neuraminidase en tant que traitement de première intention pour les personnes nécessitant une thérapie antivirale.

Source : [https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/influenza-\(seasonal\)](https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/influenza-(seasonal))

A la découverte du SFD BMF SA.



AKAN Charles, Directeur Général de BMF SA.

Bénin Micro Finance SA : de la collecte ambulante de l'épargne avec FCFA 15.000 en 1993 à une société anonyme de système financier décentralisé agréé au capital de FCFA 200.000.000 en 2019.

Qui sommes-nous ?

Bénin Micro Finance SA est un système financier décentralisé d'intermédiation financière collectant de l'épargne et octroyant de crédit.

Historique

1993 : Création et démarrage sous forme de collecte ambulante de la petite épargne et d'octroi de micro crédit dans la ville de Cotonou.

2000 : Formalisation en Société unipersonnelle à responsabilité limitée avec un capital social de FCFA 10.000.000 (dix millions) porté ensuite à FCFA 25.000.000 (vingt-cinq millions de francs CFA).

Mai 2014 : BMF devient Société Anonyme avec Conseil d'Administration et porte son capital à FCFA 200.000.000 (deux cent millions) ;

2019 : Agréé par le Ministère des Finances en tant que Système Financier Décentralisé sous le N ° : A.19.0125 L

Que faisons-nous ?

Épargne : Courante, journalière, DAT, évènement

Crédit : Générateur de revenu aux individus, entreprises et groupements de femmes, d'équipement aux salariés, financement de bon de commande, scolaire, agricole.

Autres services financiers :

- agent de société de micro assurance vie (assistance funéraires, Alodo light et compte sécurité)
- agent de banque transfert d'argent (Western Union, Money Gram, Ria), agent GSM (Flooz, Momo)

Notre vision

Devenir la première société privée de micro finance professionnelle et privée du Bénin au service des populations démunies en milieu rural et urbain.





Vue de la direction générale de BMF SA



Vue de la façade principale de l'agence Sègbèya



BANKOLE Daniel, Président du Conseil d'Administration de BMF SA. (à gauche) reçoit l'agrément de la société des mains de BIAO Louis, Directeur Général de l'Agence Nationale de Surveillance des SFD du Bénin



Vue des activités financées par BMF SA

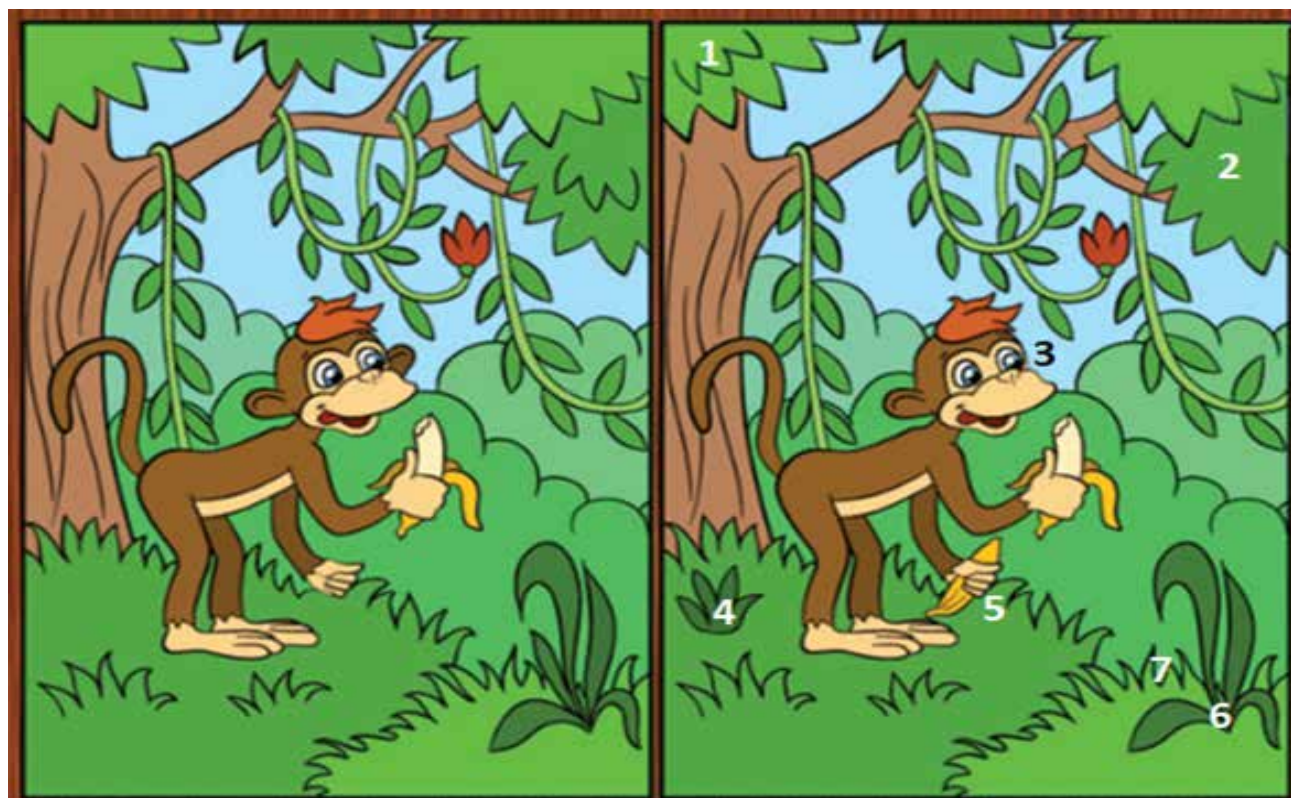


Une cliente financée par BMF SA.

Où sommes-nous ?

- Siège et Direction générale
Immeuble Bénin Micro Finance zone terrain Midombo Akpakpa Cotonou Tél : +229 21 33 83 44 / 65 11 74 06
- Nos agences : Abomey-Calavi, Cocotomey, Bohicon, Parakou, Cotonou (Etoile Rouge, Sègbèya), Porto-Novo, Kétou

Réponse au Jeu des 7 erreurs (Magazine N°36)



Jeu du magazine N°37 : Mots fléchés

QUI A TROP ARROSÉ FILET DE BIBI	▼	PLIE SOUS LE POIDS MISE À L'ASILE	▼	ÉCRITURE DE SE-CRETAIRE ANNEAU DE SELLE	▼	IL FACILITE LE TRANSPORT DES FRANCI-LIENS	▼	PROPRETÉ AU QUOTIDIEN	▼	SES ŒUFS RESSEMBLENT AU CAVIAR	▼	ATTACHÉ ELLES VOLENT EN HABIT	▼
►		▼		▼				►				▼	
DIVISION MILITAIRE FAIT SE SUC-CÉDER	►					DÉSERT ROCHEUX COMPLET	►	ENTOURE ÉTROITEMENT	▼	PARTIE DU PAIN LA GRANDE A DU TIRAGE	►		
►						▼		FRINGUÉ FIN DE VERBE	►				CONDUCTEURS D'OR-CHESTRE
								▼					▼
RÉSIS-TANTE	▼	COURS D'EAU INTERMIT-TENT	▼	MODIFIER L'ATOME BLOQUE LE FLIPPER	►					SCANDIUM POUR LE CHIMISTE GRATIN DU MIDI	►		
►		▼				LE FOU CHAN-TANT MÉTAL LÉGER	►					FUT DANS L'OBLI-GATION	▼
ASSEM-BLERAI CONCRET	►							DEMEURE MESURE DE TEMPS	►				
►								▼					
				ROI DE SHAKES-PEARE	►					IL EST SOUVENT PLACÉ APRÈS LE SAIN	►		
CHANGE-MENTS DE DIREC-TION	►												



Tableau des Systèmes Financiers Décentralisés membres au 31 août 2020

N°	DENOMINATION	NUMERO INSCRIPTION TABLEAU DES SFD	NOM ET PRENOM(S) DU DIRECTEUR GENERAL	CONTACT	NUMERO ADHESION A L'APSFDB
01	ACFB	A.14.0058.L du 08/05/14	Emmanuel GAHOU	21306559 / 94592055 acfbat@yahoo.fr	A.14.001.LL du 27/05/97
02	ALIDé	L.13.0043.A du 18/11/13	Alain DEDO	21382224 alidesfd@gmail.com ; alide@alide-bj.org	A.13.002.LL du 27/05/97
03	MDB	L.01.0005.A du 19/02/01	Espérat TOSSA	67978273 mdb@mdbbenin.com	B.01.003.LL du 27/05/97
04	ONG Sia N'son Microfinance	A.14.0052.B du 24/01/14	Koudous HINTENOU	63637941 / 95876766 siansonmf@hotmail.fr	A.14.004.BU du 27/05/97
05	PADME	L.13.0046.A du 18/11/13	Philippe A. R. DAHOU	21324802 / 66 padme@padmebenin.org	A.13.005.LL du 27/05/97
06	PAPME	A.14.0056.L du 24/03/14	Abel AHOUNOU	21323537 / 94075998 papmedirection@gmail.com	A.14.006.LL du 27/05/97
07	RENACA-BENIN	Z.07.0026.A du 04/02/08	Dieudonné GNANVO	22510381 renaca@yahoo.fr	B.08.007.ZU du 27/05/97
08	UNACREP	L.01.0008.A du 14/02/06	Laurent TOLOME	97665077 / 67630083 unacrep@yahoo.fr	B.06.008.OE du 27/05/97
09	Association Vital Finance Bénin	A.14.0055.L du 24/01/14	Wakil ADJIBI	21312623 / 21315332 vitalfinance@vitalfinance.com	A.14.009.LL du 27/05/97
10	IAMD-Microfinance	A.15.0092.O du 06/03/15	Christiane KOUKPO	62080193 / 97897715 iamdfinance@yahoo.fr	A.15.011.OE du 27/05/97
11	FECECAM	L.99.0002.A du 19/05/99	Victorin C. HOUEDANOU	21048677 / 96195107 - fececam@yahoo.fr ; fececam@fececam.org	B.99.012.AE du 10/05/00
12	FINADEV SA	L.13.0047.A du 18/11/13	Damase GNONHOSSOU	21314081 / 69591491 info.bj@finadev-groupe.com	D.13.013.LL du 17/08/01
13	CFAD-Bénin	A.14.0051.L du 24/01/14	Hilarion NOUMON	64064388 secretariat_cfad@yahoo.fr	A.14.015.LL du 19/02/02
14	Caisse CODES	L.01.0006.A du 07/03/01	L'hostis A. AKLINON	66107010 / 94772546 aklotis@gmail.com	B.01.016.LL du 19/12/02
15	CMMB	L.02.0011.A du 14/01/02	Jean-Claude SOSSOUMIHEN	21304149 / 91011540 cmmb02@yahoo.fr	B.02.017.LL du 19/12/02
16	CBEC	L.99.0001.A du 06/04/99	Fortuné Y. TOSSOU	95790371 cbec_2012@yahoo.fr	B.99.019.LL du 10/6/05
17	MODEC	O.01.0010.A du 06/08/01	Rodrigue GUELIVOH	20220319 / 91048893 / 60953099 ; modecoueme2021@yahoo.fr	B.01.020.OE du 10/06/05
18	Mutualité Chrétienne	L.04.0020.A du 16/03/04	Zacharie YOMETOWU	21353589 / 97571182 mutualitech@yahoo.fr	B.04.021.AE du 10/06/05
19	COWEC	L.04.0019.A du 20/02/04	Clarisse DJOTCHOU	21374772 / 67628534 cowecbenin@gmail.com	C.04.023.LL du 31/08/06
20	CPEC	L.99.0004.A du 20/09/99	Salomon SALIOU	21386741 / 97087258 cpecbenin@yahoo.fr	C.99.024.LL du 31/08/06
21	CAMTES	L.07.0028.A du 04/02/08	Octave GOUTHON	94086699 microcredcam@yahoo.fr	B.08.025.LL du 19/12/08
22	COOPECDI	L.06.0023.A du 26/12/06	Abdoulaye S. AMADOU	03 BP 3762 Cotonou coopecdi@yahoo.fr	C.06.026.LL du 19/12/08
23	MSFP	L.08.0029.A du 26/05/08	Thiburce DANDJINO	95340208 / 64118088 mutuellemf@yahoo.fr	B.08.027.AE du 19/12/08
24	COMUBA	L.08.0030.A du 26/05/08	Faustin KANLINSOU	95871093 / 95630080 comuba01@yahoo.fr	C.08.028.AE du 04/12/09
25	Le Défi	L.08.0033.A du 31/12/08	Lucien KOUATONOU	96221896 mutuelle.ledefi@gmail.com	B.08.029.LL du 04/12/09
26	MCAPE	A.08.0032.A du 31/12/08	Lambert DEGUENON	21322454 / 97435071 infomcape@gmail.com	B.08.030.LL du 04/12/09
27	Association PEBCo- BETHESDA	A.14.0048.L du 24/01/14	Pascal TAMEGNON	21327679 / 21320773 pebco2@yahoo.fr	A.14.033.LL du 30/07/10

28	ONG Solidarité et Paix	A.14.0053.L du 24/01/14	Salif DJIBRILA	21350001 / 69066453 salifbenin@yahoo.fr	A.14.034.LL du 30/07/10
29	CNSEC	O.09.0034.A du 29/01/10	David BOKOU	20227516 / 97158190 cnsec@cnsec-benin.com	B.10.035.OE du 02/09/11
30	ONG FESPROD	L.13.0049.A du 18/11/13	Félicité AHOGNI-DAHOUI	67413336 / 60601470 ongfesprod@yahoo.fr	A.13.036.LL du 02/09/11
31	ONG FIDEVIE	A.13.0044.A du 18/11/13	Aurélié BADA DEGUENON	97257818 / 64853468 fidevie@yahoo.fr	A.13.037.AE du 02/09/11
32	MIVE Finance	A.09.0036.A du 29/01/10	Louis H. AGBOZOGNIGBE	21134990 / 97000427 mivefinance2007@gmail.com	B.10.038.LL du 02/09/11
33	Africa Finances	A.11.0037.A du 05/05/11	Valentine ADOUKONOU	21363359 / 97907731 sfd.africafinances@gmail.com	B.11.040.AE du 31/08/12
34	Association CERMA	A.14.0050.L du 24/01/14	René G. AYI	66875943 cermamicrofinance@gmail.com	A.14.041.LL du 31/08/12
35	CECAC Bénin	L.11.0042.A du 15/12/11	Alain ZAMBA	21146326 / 95857595 - cecacbenin09@yahoo.fr ; alainzamba@gmail.com	C.11.042.LL du 31/08/12
36	Litto Finance SARL	A.15.0093.L du 22/07/15	Nathanaël KOUNOU	Gbèdjomèdé à côté de la SBEE kounathos@yahoo.fr	D.15.043.LL du 31/08/12
37	ASMAB	L.13.0045.A du 18/11/13	Miftaou FATOKE	21321127 asmabgroup@gmail.com	A.13.044.LL du 29/04/14
38	Le Mutualiste	L.06.0024.A du 26/12/06	Rémy GBESSINON	21328420 / 64679191 lemutualistefinance@yahoo.fr	B.06.046.LL du 29/04/14
39	ADOPEC-Bénin	A.14.0054.L du 24/01/14	Moussiliou FATAÏ	97476747 / 97115838 adopec.benin@gmail.com	A.14.047.LL du 29/07/14
40	Association Minonkpo	A.14.0057.O du 24/03/14	Philippe KPONOU	20225839 / 95456876 phrips@hotmail.com	A.14.048.OE du 24/07/15
41	AVM	A.15.0094.L du 26 /08/15	Jean Baptiste NOUTEHOUE	63300952 / 95347424 / 95347809 noujeanberg2003@yahoo.fr	A.15.049.LL du 23/10/15
42	APHEDD Finance	A.17.0108.A. du 06/02/17	Nelo P. IDOHOU	21363243 / 97981392 aphedd_finance@yahoo.fr	A.17.050.AE du 28/04/17
43	CESCA	A.15.0095.L du 19/10/15	Moumouni BAGUIDI	67004535 cescabenin@gmail.com	B.15.051.ZU du 28/04/17
44	COOPEC-AD/Bénin	A.15.105.A du 23/11/16	Innocent KOU DAGBA	94017836 coopec.adbenin@gmail.com	B.16.052.AE du 28/04/17
45	MSA	A.15.0106.A du 23/11/16	Désiré KALASSI	91538553 ; mallegleta@gmail.com	B.16.053.AE du 28/04/17
46	CACOP-Bénin	Z.03.0016.A du 20/02/03	Martial AHOUANMENOU	61884958 cacopbenin@yahoo.fr	C.03.054.LL du 28/04/17
47	Financia SA	A.15.0107.L du 18/11/16	Hospice HAZOUME	21311454 / 94514456 financia@financia-benin.com	D.16.055.LL du 28/04/17
48	ASOPRIB	Z.99.0003.A du 30/09/99	Julien NOUMONVI	21091470 contact@asoprib.com ; jukono25@yahoo.fr	A.99.057.AE du 27/04/18
49	Esu Olan Otan Microfinance SA	A.17.0109.L du 25/08/17	Daniel O. OYEDE	21330632 / 96686094 esuolaotansfd@gmail.com	D.17.058.LL du 27/04/18
50	CREMU – Bénin	L.08.0027.A du 26/05/08	Donatien G. K. MAHOUNOU	21079549 / 95401773 cremubenin@gmail.com	B.08.113.LL du 31/07/19
51	CAMUFE	A.18.0123.A du 14/11/18	Cécile LIMA	66431515 contact@sfdcamufe.bj	B.18.114.LL du 31/07/19
52	ASF-Bénin	A.15.0104B du 14/10/16	Charles DEGBEY	66533430 / 69992988 fifadc@yahoo.fr	A.20.116.BU du 28/05/20
53	Accès Finance Bénin SA	A.19.0124.L du 02/12/19	Nicaise E. YEHOUESSI	21322131 / 21322019 accesfinancebeninsa@yahoo.com	D.20.117.LL du 28/05/20
54	Bénin Microfinance SA	A.19.0125.L du 05/12/19	Charles AKAN	21338344 / 65117406 contact@beninmicrofinance.com	D.20.118.LL du 28/05/20
55	AgriFinance	A.20.0127.L du 03/03/20	Djobo ALFA	61821594 / 95864662 / 95851708 coop.agrifinance@gmail.com	C.20.119.BU du 28/05/20
56	CAP Finances SA	A.20.0128.L du 06/04/20	Nadia SANI-AGATA	66012777 / 21325754 capfinancesbenin@gmail.com	D.20.120.LL du 28/05/20